



République du Sénégal

Un Peuple-Un But-Une Foi

Ministère de la Gouvernance locale, du Développement
et de l'Aménagement du Territoire
(MGLDAT)

Programme National de Développement Local
Agence Régionale de Développement de Diourbel

PNDL

REGION DE DIORBEL
DEPARTEMENT DE MBACKE

Draft du Plan Départemental de Développement de MBACKE

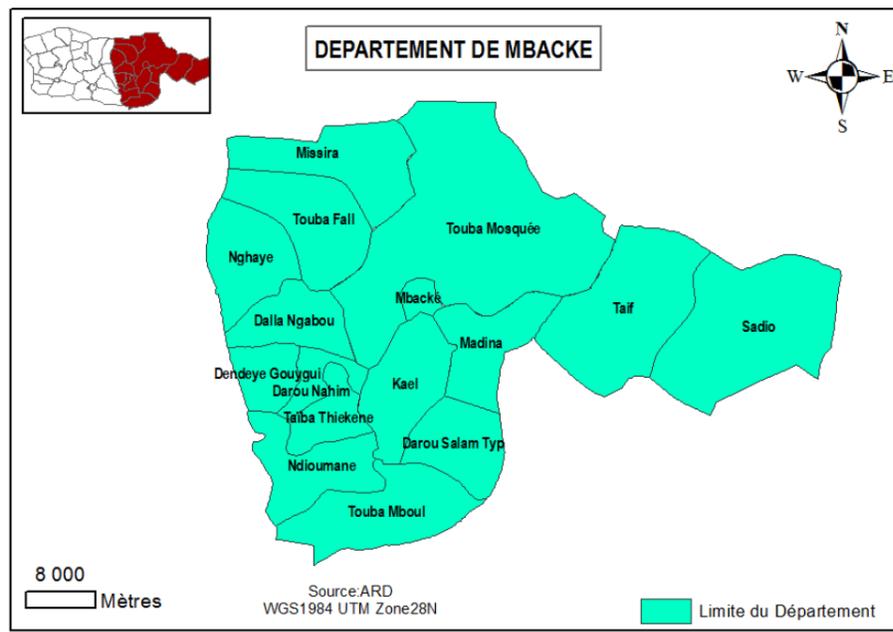


Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES FIGURES	4
PARTIE 1	6
PARTIE 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE.....	7
1.1. Contexte et justification.....	7
1.2. Démarche méthodologique.....	8
PARTIE 2	11 13
PARTIE 2 : PRESENTATION GENERALE.....	12 14
2.1.1. Référence juridique de création de la Collectivité locale.....	13 15
2.1.2. Limites géographiques et superficie	13 15
2.1.3 Population :	13 15
2.2.1. Le milieu humain.....	14 16
2.2.2. Ethnies	15 16
2.2.3 Religion	16 17
2.3. Cadre physique, hydrographique et climatologique	17
2.3.1. Cadre physique.....	17
PARTIE 3 : BILAN DIAGNOSTIC	18 19
3.1. PROFIL SOCIAL	18 19
3.1.1. EDUCATION ET FORMATION.....	18 19
3.1.2. SANTE ET ACTION SOCIALE.....	22 24
3.1.3. HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT	26 27
3.1.4. URBANISME/HABITAT	28 29
3.1.5. SPORTS, JEUNESSE, LOISIR, CULTURE et PATRIMOINE.....	28 29
3.1.6. GENRE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	31 33
3.1.7. MIGRATION/DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT	32 34
3.2. PROFIL ECONOMIQUE.....	33 35
3.2.1. SECTEURS PRODUCTIFS.....	33 35
3.2.2. SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION	41 45
3.2.3. LA GOUVERNANCE LOCALE.....	44 48
3.2.3.6. Analyse des capacités de la Collectivité locale	47 52
□ Le budget	47 52
3.2.3.7. Mesure de Performance du Département	49 54

PARTIE 3	<u>5155</u>
PARTIE 4 : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT.....	<u>5256</u>
4.1. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT	<u>5256</u>
4.1.1. Vision	<u>5256</u>
4.1.2. Vision et axes stratégiques articulés au PSE	<u>5357</u>
4.1.3. Les Programmes de Développement du Département	<u>5458</u>
4.1.4. BUDGET ET NOMBRE DE PROJET PAR PROGRAMME	<u>5559</u>
4.2. Stratégie de mise en œuvre	<u>5559</u>
4.3. Stratégie de suivi évaluation	<u>5660</u>

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Circonscriptions administratives et Collectivités territoriales du Département.....	13
Tableau 2 : répartition spatiale de la population départementale	14
Tableau 3: indicateurs clés du Préscolaire	18
Tableau 4 : indicateurs clés de l'Elémentaire.....	19
Tableau 5 : indicateurs clés du Moyen.....	20 <u>19</u>
Tableau 6 : indicateurs clés du Secondaire	20
Tableau 7 : indicateurs sur les Daaras.....	21 <u>20</u>
Tableau 8 : indicateurs clés de l'Alphabétisation	21
Tableau 9 : indicateurs de la Formation professionnelle.....	21
Tableau 10 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Education et de la Formation	21
Tableau 11 : inventaire des infrastructures secondaires	22
Tableau 12 : inventaire des équipements sanitaires	23
Tableau 13 : inventaire du personnel de Santé	23
Tableau 14 : indicateurs sur les programmes des filets sociaux.....	24
Tableau 15 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Santé et de l'Action sociale	25
Tableau 16 : liste des forages du Département	26
Tableau 17 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Hydraulique	26
Tableau 18 : indicateurs clés de l'Assainissement	27
Tableau 19 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Assainissement.....	27
Tableau 20 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Urbanisme et l'Habitat	28
Tableau 21 : inventaire des structures de Jeunesse	28
Tableau 22 : inventaire des infrastructures sportives	28
Tableau 23 : inventaire des disciplines sportives.....	29 <u>28</u>
Tableau 24 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.....	29
Tableau 25 : Données du secteur de la Culture et du Patrimoine	29
Tableau 26 : inventaire des réceptifs hôteliers.....	30 <u>29</u>
Tableau 27 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Culture	31
Tableau 28 : synthèse du diagnostic du sous-secteur Genre et Développement Communautaire	31

Tableau 29 : synthèse du Diagnostic du sous-secteur Migration et Développement	32
Tableau 30 : répartition du matériel agricole	33
Tableau 31 : situation du matériel agricole lourd	33
Tableau 32 : évolution bi-annuel de la Pluviométrie (Entre 2016 et 2017).....	33
Tableau 33 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : mil, sorgho, maïs.....	34 ³³
Tableau 34 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : arachide huilerie, niébé, pastèque, manioc	34
Tableau 35 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : bissap, sésame	34
Tableau 36 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Agriculture.....	35 ³⁴
Tableau 37 : situation du cheptel.....	36 ³⁵
Tableau 38 : situation des organisations des éleveurs	36
Tableau 39 : inventaire des infrastructures d'Elevage	36
Tableau 40 : situation de la pratique de l'insémination artificielle	37
Tableau 41 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Elevage	37
Tableau 42 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Environnement et des Eaux et Forêts	38
Tableau 43 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Artisanat	40
Tableau 44 : indicateurs clés du sous-secteur du Commerce.....	41 ⁴⁰
Tableau 45: synthèse du diagnostic du sous-secteur du Commerce.....	41
Tableau 46 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Transports et du Désenclavement.....	42
Tableau 47 : niveau d'électrification du Département	42
Tableau 48 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Energie.....	43
Tableau 49 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Mines et Industries	43
Tableau 50 : Les Commissions du Conseil départemental.....	44
Tableau 51 : répartition des Elus selon l'AGE	45 ⁴⁴
Tableau 52 : répartition des Elus selon le niveau d'instruction	45
Tableau 53 : répartition des Elus selon l'appartenance politique	45
Tableau 54 : Niveau d'accès aux commodités	45
Tableau 55 : Niveau d'équipement en informatique et en TIC.....	46 ⁴⁵
Tableau 56 : niveau d'équipement en matériel roulant	46
Tableau 57 : Outils de Communication interne	46
Tableau 58 : outils de communication externe	46
Tableau 59 : dispositif de concertation avec les populations.....	47 ⁴⁶
Tableau 60 : outils de présentation du Département.....	47
Tableau 61 : Outils de planification	47
Tableau 62 : évolution budgétaire entre 2014 et 2016	48 ⁴⁷
Tableau 63 : Analyse des taux d'exécution et des écarts.....	48
Tableau 64 : situation des recettes budgétaires de 2014 à 2016	48
Tableau 65: situation de la Coopération.....	49 ⁴⁸
Tableau 66 : les notes de performances du Conseil départemental	50 ⁴⁹
Tableau 67 : PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL	57

LISTE DES FIGURES

Figure 1: carte administrative.....	12 ¹¹
Figure 2 : Carte de répartition de la population	16 ¹⁵
Figure 3 : carte sanitaire du Département.....	23 ²²

Mot du Président du Conseil départemental de MBACKE

Monsieur Serigne FALLOU MBACKE



PARTIE 1

Contexte, Justification et Méthodologie

PARTIE 1 : CONTEXTE, JUSTIFICATION ET METHODOLOGIE

1.1. Contexte et justification

Depuis 1972, le Sénégal s'est engagé dans une politique de décentralisation visant à responsabiliser les populations dans la gestion des affaires locales à travers des assemblées élues articulées autour des collectivités locales.

En 2013, l'acte III de la décentralisation consacre la communalisation intégrale et institue le Plan de Développement Communal (PDC) et le Plan de Développement Départemental (PDD) comme outils de planification des communes et des départements.

Dans le cadre de la mise en œuvre du troisième axe d'intervention du PSE, l'Etat du Sénégal a pris l'option irréversible d'engager une refondation majeure de son action territoriale en procédant à l'Acte III de la Décentralisation qui vise à « *organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable* ». Pour concrétiser cette vision, le cheminement proposé opte pour le renouveau de l'aménagement du territoire adossé à l'option stratégique de territorialisation des politiques publiques. Ces orientations stratégiques préfigurent des changements majeurs en termes de territoires, de dispositifs de gouvernance et de mécanismes de financement.

Dans ce contexte, la révision des cadres de référence du développement des CT selon la version de l'Acte III de la décentralisation, ainsi que l'adaptation des outils d'ingénierie du développement territorial devient une nécessité. A ce titre, le PNDL et ses partenaires se sont engagés, depuis 2014, dans un processus de recherche-actions, dans le cadre d'une plateforme nationale afin de contribuer significativement aux stratégies de développement territorial tout en intégrant les aspects de la double planification et des questions transversales.

L'acte III de la décentralisation a pour objectif général « **d'organiser le Sénégal en territoires viables, compétitifs et porteurs de développement durable** ».

Cette volonté s'est traduite à travers la loi N° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code Général des Collectivités Locales (CGCL) qui érige désormais le département en collectivité locale.

Le Département a compétence de « **promouvoir le développement économique, éducatif, social, sanitaire, culturel et scientifique, pour réaliser les plans départementaux de développement et organiser l'aménagement du territoire dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des autres collectivités locales** ».

Cette décentralisation a connu un saut qualitatif important depuis 1996 avec le transfert aux collectivités locales d'un premier lot de neuf (9) domaines de compétences dont la planification.

La planification locale pose la nécessité de mieux prendre en charge les besoins des populations des collectivités territoriales et de rendre plus efficace leur contribution au développement territorial. Son rôle est de prendre en compte des réalités et besoins qui ne peuvent être correctement appréhendés par le niveau national. Elle traduit les aspirations et les besoins des populations tout en prenant en compte les grandes orientations nationales, départementales et sectorielles.

Les dispositions de l'article 314 du **CGCL** stipulent que « **Le département reçoit les compétences suivantes :**

- **L'élaboration et l'exécution du plan départemental de développement (PDD) en articulation avec les stratégies et les politiques nationales ;**
- **La mise en œuvre du contrat plan avec l'État pour la réalisation de projets de développement. »**

Toutefois, il faut noter que le Conseil départemental n'a pas de territoire propre, son espace se superpose à ceux des communes de son ressort. C'est la raison pour laquelle, en matière de planification, le Département est attendu sur le terrain de la satisfaction des besoins des populations à travers des projets structurants.

Pour bâtir un projet de territoire structurant, il faut consulter et mobiliser les différents acteurs et ressources pour non seulement résoudre les problèmes majeurs mais aussi saisir et exploiter les opportunités de développement.

Il est donc impératif pour le département de se doter d'un instrument de définition et de pilotage du développement local, servant de tableau de bord à l'ensemble des intervenants.

1.2. Démarche méthodologique

Sous la conduite d'un Comité Technique Régional, l'élaboration du PDD de Mbacké s'est déroulée, sous la supervision de l'ARD de Diourbel, en plusieurs phases et étapes itératives, toutes articulées autour du principe de l'approche participative.

Dans cette dynamique, il s'agit de passer à l'échelle pour l'application des nouveaux outils du guide de planification, Grille de Performance, IR2P et EB2C, qui visent à développer un plan intégré de développement durable des communes au Sénégal. Les résultats obtenus par leur administration aideront à élaborer un Plan de Développement Communal et un Plan Départemental de Développement en cadrage avec l'atteinte des objectifs du PSE.

Cette nouvelle approche prônée par le PNDL et ses partenaires, contrairement à celles pratiquées jusqu'ici, nécessite, pour la collecte des données-terrain, de travailler avec des Smartphones équipés de formulaires ODK et d'Application de Géo-référencement. Sa mise en œuvre n'élude pas la question des compléments d'informations à rechercher auprès des Services Techniques et autres Projets ou Programmes impliqués dans le développement de la commune.

Sous l'égide du PNDL, la nouvelle approche de planification repose sur une phase pilote de terrain concernant 42 CL réparties dans les 14 régions (soit 3 CL par régions) et une phase de passage à l'échelle. Elle vise à modéliser une démarche, une méthodologie et des outils d'intervention capables de soutenir un modèle de planification du développement territorial intégrant la localisation des indicateurs nationaux (PSE) à la base ainsi que la maîtrise de l'information territoriale devant

faciliter la mise en place d'un système d'informations et d'une base de données multisectorielle géo-référencée des collectivités locales du Sénégal.

En définitive, au cours du processus d'élaboration du PDD, les actions suivantes ont été réalisées :

- L'atelier de cadrage technique et l'harmonisation
- Le montage institutionnel du processus de planification
- Le diagnostic externe : revue documentaire et entretiens exploratoires
- L'atelier de lancement du PDD
- Le diagnostic interne participatif : collectes des données, ateliers participatifs
- L'atelier de planification
- L'atelier de restitution-validation

1.1.1. Atelier de cadrage technique

L'intérêt se situe dans le partage des points saillants du mandat ainsi que l'adaptation de l'approche méthodologique. Il s'est agi de mettre tous les acteurs impliqués dans la promotion du développement au même niveau d'information sur les objectifs et les outils de la planification participative locale, l'utilité du PDD et la démarche méthodologique qui sera utilisée pour son élaboration.

Elle a réuni les principaux acteurs du processus d'élaboration du PDD, notamment le conseil départemental, l'Agence Régionale de Développement (ARD), des services techniques régionaux. La rencontre a permis de revenir plus en détail sur le contenu du mandat et l'approche méthodologique proposée dans la proposition technique de soumission de ce dernier.

1.1.2. Montage institutionnel du processus de planification

Le processus d'élaboration du PDD s'inspire du décret 96 – 1133 du 27 Décembre 1996, portant transfert de compétences aux collectivités locales en matière de planification, notamment en son article 12 qui stipule que : « Il est créé au niveau de chaque collectivité locale, une commission chargée de préparer le plan de développement de la collectivité concernée en rapport avec l'Agence Régionale de Développement ».

Avant la tenue de l'atelier de lancement et en application de cette disposition, le Président du Conseil Départemental a mis en place une commission élargie de planification chargée de la validation technique des livrables de la mission.

1.1.3. Atelier de lancement

Tenu le 17 octobre 2017 dans la salle de délibération de la mairie de Mbcké, il a permis la sensibilisation des populations sur le processus d'élaboration participative du PDD. Il s'est agi, en réalité, d'une rencontre qui a regroupé tous les acteurs concernés : le Conseil départemental, l'ARD, la presse, les partenaires au développement, les services techniques, les maires et des représentants des principales catégories d'acteurs et d'organisations répertoriées.

L'objectif principal de l'atelier est de mettre à niveau les acteurs sur les principales étapes du processus d'élaboration du PDD. Au terme d'échanges enrichissants conjointement menés par l'ARD, les membres du CTR, le Conseil départemental, et les populations, l'atelier a permis d'atteindre, entre autres, les résultats suivants :

- ✚ Le partage de l'approche méthodologique de conduite de la mission ;
- ✚ Le soutien et l'appui des Services Techniques Régionaux ;

- ✚ Le recueil des attentes des principaux acteurs ;
- ✚ L'engagement des populations locales à participer pleinement à tout le processus.



1.1.4. Diagnostic externe

Il a suivi un processus itératif de rencontres de travail avec des personnes ressources, de l'analyse de la documentation disponible et de la mise en cohérence des données collectées. L'analyse documentaire a permis d'avoir une première connaissance du milieu en termes de stock infrastructurel, des contraintes au développement et d'atouts. Les résultats de la revue documentaire ont servi de supports aux entretiens.

Les discussions ont servi à faciliter l'élaboration d'un guide d'entretien dont les principaux centres d'intérêt portent sur le fonctionnement du conseil départemental, la situation de l'accessibilité aux services sociaux de base, la configuration actuelle de l'économie locale, les principales contraintes et difficultés ainsi que les défis et enjeux du développement communautaire.

La démarche a été enrichie par l'utilisation d'outils innovants (IR2P, EB2C, grille de mesure de la performance des CL) en direction de la phase opérationnelle suivant une approche relativement innovante de planification.

1.1.5. Mise en cohérence

Cette étape a permis de confronter les données de la revue documentaire avec les résultats des entretiens exploratoires et des outils innovants (IR2P, EB2C). Elle a été surtout mise à profit d'abord pour actualiser certaines données et ensuite pour procéder à un premier niveau de consolidation des enjeux et orientations de développement communautaire. La mise en cohérence des données a débouché sur la finalisation des outils de diagnostic participatif et sur le zonage de la Commune.

1.1.6. Diagnostic interne participatif

Le diagnostic interne participatif (DIP) est fait sous forme d'ateliers participatifs au chef-lieu du Département. Ainsi, prennent part à l'atelier, les chefs de village, les autorités religieuses, les jeunes et les femmes ainsi que les organisations partenaires invités. Ces ateliers ont été conduits par le facilitateur et sous la supervision du CTR.

Le DIP a été complété par les données issues des enquêtes avec les Smartphones afin de :

- ✚ Fournir un inventaire rapide des infrastructures et équipements (situation de référence);
- ✚ Croiser l'existant avec la norme (nombre d'élèves par salle de classe);
- ✚ Identifier les besoins (gaps) en partant de la démographie en appliquant les normes et aussi aider les autorités dans la planification pour la réalisation de nouvelles infrastructures
- ✚ Faciliter la prise de décision pour la planification et le suivi-évaluation des actions de développement.
- ✚ Utiliser des TIC rendant ainsi plus fiable et disponible en temps réel les données collectées.

1.1.7. Synthèse et mise en cohérence du diagnostic

C'est la dernière étape de la phase de diagnostic. Les données intermédiaires du diagnostic externe ont été naturellement intégrées aux résultats du diagnostic interne participatif. L'objectif est de mettre en cohérence les résultats du diagnostic en termes de dynamique communautaire actuelle, d'atouts et de potentialités, de contraintes, de difficultés spécifiques et les hypothèses de solutions proposées par les populations.

1.1.8. La planification

C'est la première étape de la phase de planification. C'est une étape très importante qui a permis de définir la vision, les axes stratégiques ainsi que les programmes et projets à réaliser. Cette phase est articulée autour des 2 étapes suivantes :

- ✚ La formulation de la vision et la définition des axes stratégiques ;
- ✚ La planification, la programmation et la budgétisation.

1.1.9. La validation, l'adoption et l'approbation

La validation technique du plan de développement territorial est de la responsabilité de la Commission élargie de planification. Le plan validé est soumis à l'instance du Conseil départemental pour adoption. Après son adoption, le plan est transmis au représentant de l'Etat pour approbation. L'approbation du plan constitue l'étape finale de sa validation.

PARTIE 2

Présentation du Département de Mbacké

PARTIE 2 : PRESENTATION GENERALE

Figure 1: carte administrative

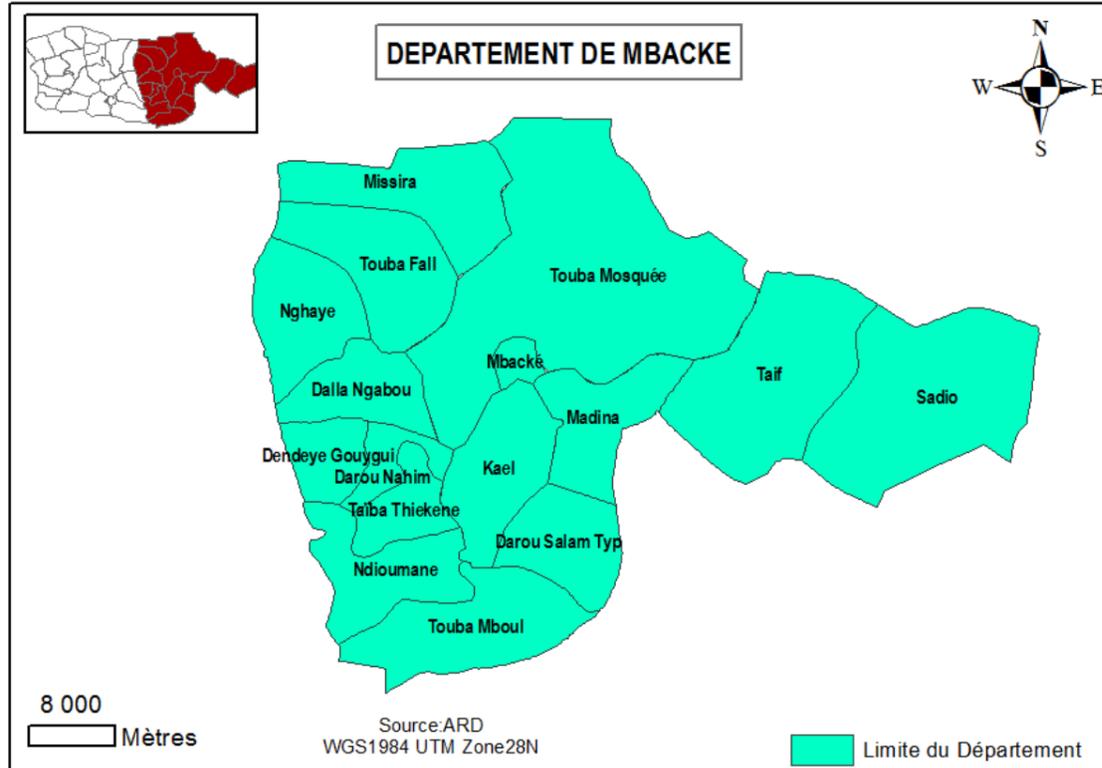


Figure1 : carte administrative

Le département de Mbacké est le plus vaste de la Région de Diourbel. Il couvre une superficie de 2243 km² soit 47,03% de la superficie régionale.

Le département est composé de trois (03) arrondissements que sont :

- ✓ Ndam (1039 km²) qui couvre 46,32% du territoire départemental ;
- ✓ Kael (804 km²) ;
- ✓ Taif (400 km²).

Avec le dernier découpage administratif, il est constitué de seize (16) communes ainsi réparties :

Arrondissement de Ndam : 05 communes,

Arrondissement de Kael : 08 communes

Arrondissement de Taif : 02 communes

Et la Commune de Mbacké, Chef-lieu du Département

Tableau 1 : Circonscriptions administratives et Collectivités territoriales du Département

Département	Commune	Arrondissement	Nouvelles Communes
Mbacké	Mbacké	<i>Kael</i>	Darou Nahim
			Darou Salam Typ
			Dendeye Gouygui
			Kaël
			Madina
			Ndioumane
			Taïba Thiékène
			Touba Mboul
		<i>Ndame</i>	Dalla Ngabou
			Missirah
			Nghaye
			Touba Fall
			Touba Mosquée
		<i>Taïf</i>	Sadio
			Taïf

2.1.1. Référence juridique de création de la Collectivité locale

C'est la loi 2013-10 du 28 Décembre portant code général des Collectivités locales qui a consacré le département de Mbacké comme nouvel ordre de collectivité locale.

2.1.2. Limites géographiques et superficie

Couvrant une superficie de **2243 km²**, le Département est limité :

- A l'Ouest par le département de Diourbel,
- Au Nord-est par la région de Louga
- Au Sud par les régions de Fatick et Kaolack.

2.1.3 Population :

Lors du recensement de décembre 2002, la population était de 593 543 habitants. En 2005, elle était estimée à 710 342 personnes.

Lors du Recensement Général de la Population, de l'Habitat de l'Agriculture et de l'Elevage de 2013 (RGPHAE/2013), la population recensée du département de Mbacké est de **929 764 habitants**, soit une densité moyenne de **415 hbts/km²**.

2.2.1. Le milieu humain

Tableau 2 : répartition spatiale de la population départementale

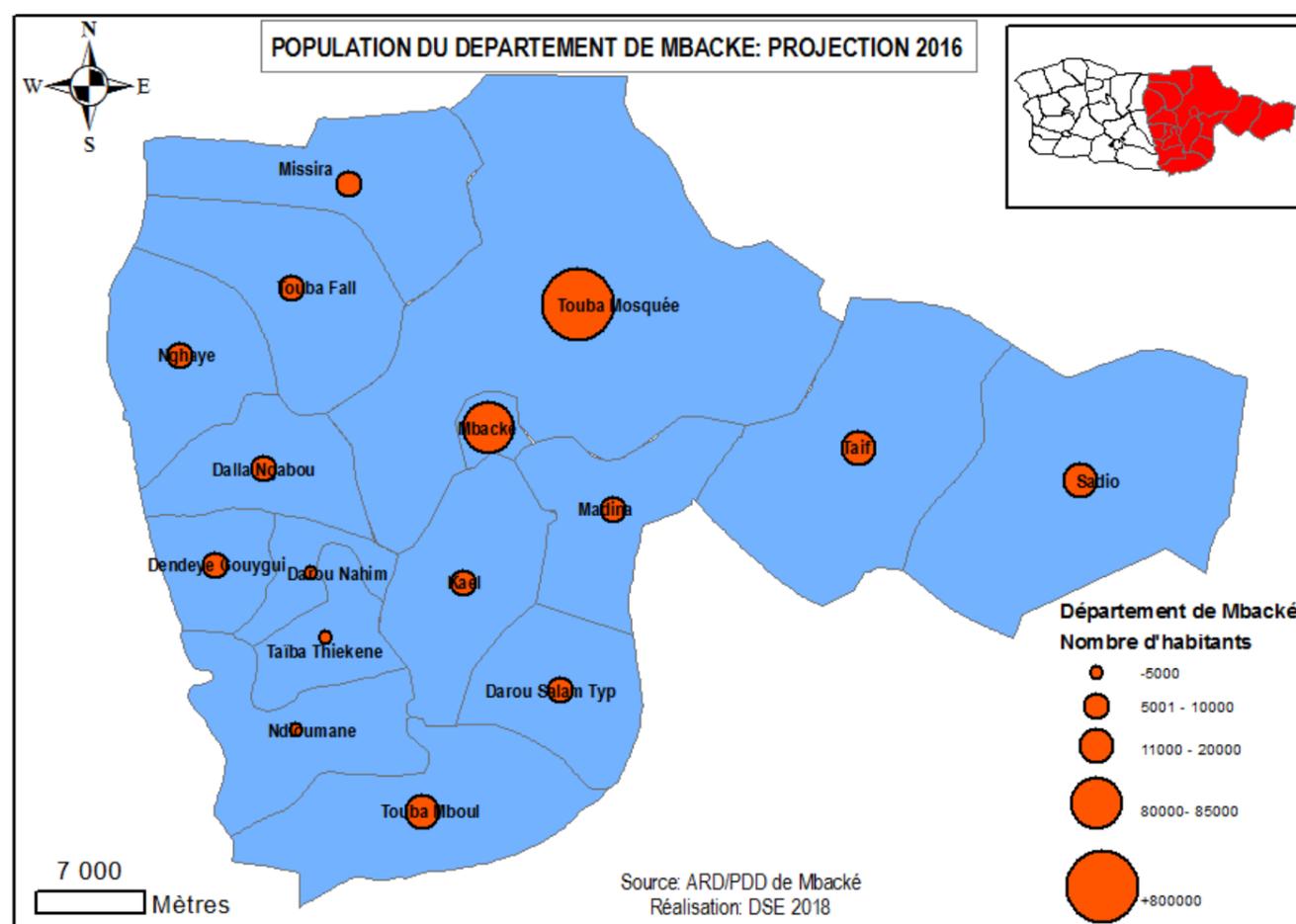
NOM LOCALITE	RGPHAE 2013			Estimation 2016		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Ensemble
DEPARTEMENT MBACKE	438 848	490 915	929 764	481 018	538 088	1 019 108
Commune de MBACKE	36 254	41 001	77 256	39 738	44 941	84 680
ARRONDISSEMENT KAEL	21 421	18 990	40 411	23 479	20 815	44 294
Commune DENDEYE GOUYE GUI	2 790	2 580	5370	3 058	2 828	5 886
Commune DAROU SALAM TYP	2 899	2 623	5 522	3 178	2 875	6 053
Commune KAEL	2 783	2 630	5 413	3 050	2 883	5 933
Commune MADINA	2 971	2 659	5 630	3 256	2 915	6 171
Commune N'DIOUMANE THIEKENE T.	2 288	1 935	4 223	2 508	2 121	4 629
Commune TOUBA M'BOUL	5 482	4 674	10 157	6 009	5 124	11 133
Commune DAROU NAHIM	1 304	1 054	2 358	1 429	1 155	2 585
Commune TAIBA TIECKENE	905	833	1 738	992	913	1 905
ARRONDISSEMENT NDAME	365 248	414 492	779 740	400346	454322	854668
Commune DALLA N'GABOU	4 761	3 839	8600	5219	4207	9426
Commune MISSIRAH	3 704	3 264	6967	4059	3577	7636
Commune NGHAYE	2 400	2 346	4746	2631	2571	5202

Commune TOUBA FALL	3 307	2 807	6114	3625	3077	6702
Commune. TOUBA MOSQUEE	351 076	402 237	753313	384812	440889	825701
ARRONDISSEMENT TAIF	15 925	16 432	32 357	17455	18011	35466
Commune SADIO	8 484	9 085	17 570	9 299	9 959	19 258
Commune TAÏF	7 441	7 347	14 788	8 157	8 053	16 209

Avec une population (recensée) de **929764 habitants** selon l'ANSD en 2013, le Département de Mbacké est le 3^{ème} département le plus peuplé du pays du fait de la présence en son sein de la seconde agglomération du Sénégal (Touba Mosquée), soit plus de 50% de la population de la région de Diourbel (**1 497 455 habitants, en 2013**). Cependant, si l'on tient compte de la croissance de la population et du phénomène migratoire ; ces chiffres semblent être sous-estimés du fait de l'extension soutenue du territoire départemental, en particulier la Commune de Touba Mosquée.

Toutefois, l'estimation de la population départementale, en 2016, affiche **1 019 108 habitants**

Figure 2 : Carte de répartition de la population



2.2.2. Ethnies

La composition de la population du département est un brassage ethnique entre les wolofs, les peuls, les Sérères. L'organisation sociale révèle la richesse de la société sénégalaise. Presque toutes les ethnies du Sénégal y sont représentées et y vivent en harmonie. C'est ainsi qu'on y trouve des Wolofs, hal-pulaar, (Peul, Toucouleur, Laobé...), Sérère etc.

Wolofs : 84,9%

Pulaars : 8,4%

Sérères : 5,5%

Autres : 1,2%

2.2.3 Religion

La principale religion pratiquée dans le département est l'Islam avec un taux de plus de 98% de l'ensemble de la population. Cependant, elle compte quelques familles chrétiennes notamment dans les Communes de Mbacké et Sadio.

2.3. Cadre physique, hydrographique et climatologique

2.3.1. Cadre physique

Le Département de Mbacké est situé dans la zone soudanienne, dominée par un climat de type continental sub-sahélien aux caractéristiques suivantes :

- fortes amplitudes thermiques avec des maxima en avril-mai et des minima en décembre-janvier ;
- faibles précipitations pendant la saison des pluies (deux mois et demi à quatre) ; le département est compris entre les isohyètes 400 et 600 mm ;
- fortes variations de l'humidité de l'air marquées par un vent sec et chaud (harmattan) qui souffle en saison sèche et un vent frais et humide (mousson) en saison des pluies.

Il est caractérisé par des plaines constituées essentiellement de sols ferrugineux tropicaux non ou peu lessivés communément appelés « Dior » qui couvrent plus de 80% des terres. Leur texture montre qu'ils sont perméables avec une faible capacité de rétention d'eau. Ce sont des sols généralement favorables aux cultures de l'arachide, mil et niébé mais qui sont actuellement pauvres du fait de leur surexploitation due par l'insuffisance de la superficie et de fertilisants organiques et minéraux.

On note également l'existence de quelques dépressions agronomiques intéressantes dont leur sol est constitué de « Deck » environ (15%) et de « Deck Dior » (5%) propices à la culture des céréales, des légumes et agrumes par endroits.

Au plan de la pluviométrie, après des années de sécheresse, les pluies sont redevenues plus abondantes — les précipitations moyennes se situant actuellement entre 400 et 500 mm — même si l'hivernage demeure encore tantôt tardif tantôt précoce, et inégalement distribué sur le territoire régional.

Les eaux de surface sont quasi inexistantes. Les quelques retenues d'eaux sont constituées par les opportunités qu'offrent quelques dépressions plus ou moins importantes en plus des mares et marigots servant d'abreuvoirs au cheptel. Ils sont alimentés par les eaux de pluies et tarissent un à deux mois après la fin de la saison des pluies.

Les ressources en eau du département sont essentiellement souterraines. Elles constituent la seule source d'approvisionnement des populations et du bétail. Elles sont de profondeur et de qualité variables. Malgré leur importance en termes de volumes disponibles, la qualité des eaux souterraines est souvent médiocre pour la consommation humaine et l'agriculture du fait de sa teneur en chlore et ou de fluor dépassant par endroits les normes de l'OMS et qui fait l'objet de traitement par des unités locales de potabilisation, assurant le filtrage de l'eau destinée à la consommation humaine. Cependant, la potabilité de cette eau pose problème car le système de distribution n'est pas normalisé.

La végétation arborée est peu dense. Les signes de désertification sont perceptibles. La végétation est de type savane arbustive avec une tendance désertique en raison du déboisement pour faits de culture, de bois de chauffe et de surpâturage. Les principales espèces sont les combrétacées (nguer et ratt), les minsotacées (kadd, Soump), les bombacées (nguiguiss).

PARTIE 3 : BILAN DIAGNOSTIC

3.1. PROFIL SOCIAL

3.1.1. EDUCATION ET FORMATION

3.1.1.1. Petite enfance

Tableau 3: indicateurs clés du Préscolaire

COMMUNES	Nombre de CDIPE	Population scolarisée	Effectif des élèves		Nombre de salles de classe (en dur)	Nombre d'abris provisoires	Nombre de tables individuelles	Nombre de tables individuelles à réparer	Nombre de petites chaises	Nombre de petites chaises à réparer
			Filles	Garçons						
Mbacké	10	674	260	414	32	05	370	230	370	250
Darou Nahim	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Darou Salam Typ	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Dendeye Gouygui	00									
Kaél	01	40	21	19	03	00	20	10	20	10
Madina	01	32	14	18	02	02	10	05	10	05
Ndioumane	00									
Taiba Thiékéne	01	30	17	13	02	02	10	00	10	00
Touba Mboul	01	37	17	20	02	02	10	03	10	03
Dalla Ngabou	00									
Missirah	00									
Nghaye	01	52	22	30	02	02	15	05	15	05
Touba fall	01	59	12	47	02	02	15	05	15	05
Touba Mosqué	46	2750	1087	1663	138	138	100	15	100	15
Sadio	00									
Taif	02	170	80	90	06	03	50	45	50	45
TOTAL DEPARTEMENT	64	3844	1530	2314	189	156	600	318	600	320

Source : IEF Mbacké 2017

Le Département compte 64 structures dédiées à l'enseignement préscolaire pour 1530 filles et 2314 garçons, ce qui est très en-deçà des besoins de la population. De ces 64 établissements, 46 se trouvent à Touba Mosquée et 10 à Mbacké. La plupart, ils sont gérés par des privés. Leurs principales difficultés sont les abris provisoires, le manque de personnel, de tables-bancs, de matériels didactiques.

3.1.1.2. Elémentaire

Tableau 4 : indicateurs clés de l'Elémentaire

COMMUNE S	Nombre d'écoles	Nombre de salles de classe (en dur)	Nombre d'abris provisoires	Nombre de classes à double flux	Nombre de classes multigrades	Nombre de tables bancs	Nombre de tables bancs à réparer	Population scolarisable	Population scolarisée	Effectif des élèves	
										Garçons	Filles
Mbacké	20	139	24	00	00	5744	720		16635	6788	9847
Darou Nahim	04	13	02	00	03	230	15		316	146	170
Darou Salam Typ	06	22	03	00	09	346	45		750	333	417
Dendeye Gouygui	06	26	00	00	08	407	152		747	355	392
Kaél	06	25	04	00	02	380	37		976	434	542
Madina	05	26	01	00	06	294	69		516	150	366
Ndioumane	05	17	00	00	06	247	69		353	146	207
Taiba Thiékéne	04	13	02	00	03	245	24		331	167	164
Touba Mboul	12	33	02	00	13	443	25		834	388	446
Dalla Ngabou	09	38	06	00	09	536	30		1268	561	707
Missirah	08	26	02	00	06	361	39		1026	383	643
Nghaye	11	21	00	00	11	429	57		569	201	368
Touba fall	06	20	08	00	03	408	33		1045	413	632
Touba Mosqué	23	83	53	12	07	2063	379		8572	3292	5278
Sadio	16	56	01	00	13	902	125		1147	642	835
Taif	13	60	03	00	08	961	143		1973	820	853
TOTAL DEPARTEMENT	154	618	111	12	111	13996	1962		37058	14275	21867

Source : IEF Mbacké

Le Département compte 154 écoles élémentaires dont les 20 se trouvent à Mbacké avec un effectif total de 14 275 garçons et 21 867 filles. Leurs principales contraintes sont le déficit d'établissements notamment à Touba, les abris provisoires, l'insuffisance des enseignants, le manque de bibliothèques, de blocs d'hygiène etc.

3.1.1.3. Moyen secondaire

Tableau 5 : indicateurs clés du Moyen

COMMUNES	Nombre d'écoles	Nombre de salles de classe (en dur)	Nombre d'abris provisoires	Nombre de salles pédagogiques	Nombre de tables bancs	Nombre tables bancs à réparer	Population scolarisée	Effectif des élèves	
								Garçon	Filles
Mbacké	04	39	00	89	1704	207	5697	2665	3032
Darou Nahim	01								
Darou Salam Typ	01	09	00	04	182	50	154	66	88
Dendeye Gouygui	01	04	00	04	72	00	131	47	84
Kaél	01	05	00	06	112	40	184	84	100
Madina	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Ndioumane	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Taiba Thiékéne	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Touba Mboul	01	04	00	04	63	00	122	68	52
Dalla Ngabou	01	04	00	04	112	07	194	96	98
Missirah	01								
Nghaye	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Touba fall	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Touba Mosqué	01	11	00	15	166	00	820	346	474
Sadio	01	13	00	14	249	99	430	194	236
Taif	01								
TOTAL DEPARTEMENT	16	89	00	140	2660	403	7732	3566	4164

Source : IEF Mbacké

Le Département compte 16 collèges au total avec un effectif de 3 566 garçons et 4 164 filles. Leurs principales contraintes sont l'insuffisance des salles de classe, le manque de bibliothèque, de salles informatiques, de blocs d'hygiène, d'eau et d'électricité.

Tableau 6 : indicateurs clés du Secondaire

COMMUNES	Nombre d'écoles	Nombre de salles de classe (en dur)	Nombre d'abris provisoires	Nombre de salles pédagogiques	Nombre de tables bancs	Nombre tables bancs à réparer	Population scolarisable	Population scolarisée	Effectif des élèves	
									Garçon	Filles
Mbacké	02	33	00	44	930	100	?	2265	1152	1113
Taif	01	12	00	?	396	25		852	424	428
TOTAL DEPARTEMENT	03	45	00	44	1326	125		3117	1576	1541

Source : IA DBL

Pour le secondaire, le Département de Mbacké ne compte que 3 établissements publics. Il faut noter comme principale contrainte, les nombreux élèves qui quittent Touba pour étudier dans des conditions très difficiles et dangereuses. En effet, il n'existe aucun système de transport des élèves de Touba vers Mbacké,

Tableau 7 : indicateurs sur les Daaras

COMMUNES	Nombre de daaras modernes	Effectif global des talibés	Effectif des garçons	Effectif des filles	Nombre de daaras traditionnels
TOTAL DEPARTEMENT	04	1175			242

Pour les daaras, le Département compte 4 daaras modernes et 242 daaras traditionnels pour un effectif 1175. Il faut signaler aussi qu'il nous est très difficile de disposer de chiffres officiels car beaucoup de ces daaras ne sont pas recensés par les autorités compétentes.

Tableau 8 : indicateurs clés de l'Alphabétisation

	Nombre de classes d'alphabétisation	Effectif global	Effectif hommes	Effectif femmes
TOTAL DEPARTEMENT	25	771	00	771

Tableau 9 : indicateurs de la Formation professionnelle

COMMUNES	Nombre d'écoles	Nombre de salles de classe (en dur)	Nombre d'abris provisoires	Nombre de salles pédagogiques	Nombre de tables bancs	Nombre de tables bancs à réparer	Population scolarisée	Effectif des élèves	
								Garçons	Filles
TOTAL DEPARTEMENT	03	11	04	09	157	20	367	182	185

Tableau 10 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Education et de la Formation

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de structures du CDIPE, de l'élémentaire, du Moyen secondaire • Existence de structures de formation professionnelle : CFP (Touba, Mbacké, Taif), CPAR, CEDAF • Existence de daaras, d'écoles franco-arabes • Délégation des fournitures scolaires au niveau de chaque Commune 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une CPAR non fonctionnel à Kael • Inexistence d'écoles étatiques à Touba • Insuffisance de salles de classes • Existence d'abris provisoires • Insuffisance du personnel enseignant • Insuffisance de tables bancs • Absence de terrain pour la construction des sites de centre formation (Les centres de formation sont sous location) 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des écoles du Moyen et du Secondaire • Construire des salles de classe • Réparer des table-bancs défectueux • Acquérir de nouvelles tables bancs • Construire de nouvelles salles informatiques dans les écoles • Appuyer les écoles dans la prise en charge de personnel d'appui • Construire une Maison du Citoyen (MDC)

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible connaissance des élèves sur les outils informatiques • Faible capacité d'absorption des élèves par les écoles privés présentes à Touba • Non fiabilité des statistiques sur les daaras • Prise en charge des enseignants par le CEDAF 	<ul style="list-style-type: none"> • Construire et renforcer les cantines scolaires • Réorganiser et appuyer les associations coraniques • Recruter des formateurs pour le CEDAF • Organiser une journée d'excellence départementale • Muer le CDPA de Kael en Centre de formation professionnelle et le redynamiser • Créer des structures de l'enseignement supérieur dans le département (Université)
--	---	--

3.1.2. SANTE ET ACTION SOCIALE

3.1.2.1. Santé

Tableau 11 : inventaire des infrastructures secondaires

COMMUNES	Centre de santé primaire ou Hôpital de district (EPS2)	Centre de santé de référence (EPS1)	Centres de santé secondaires	Clinique médicale	Cabinet médical	Poste de santé complet	Case de santé	Mutuelles de santé
TOTAL DEPARTEMENT	02	02	04	08	01	44	60	31

Il faut noter que l'essentiel de ces structures de santé se trouve à Touba et Mbacké. D'ailleurs, tous les hôpitaux du Département se trouvent à Touba vu la taille de sa population.

Figure 3 : carte sanitaire du Département

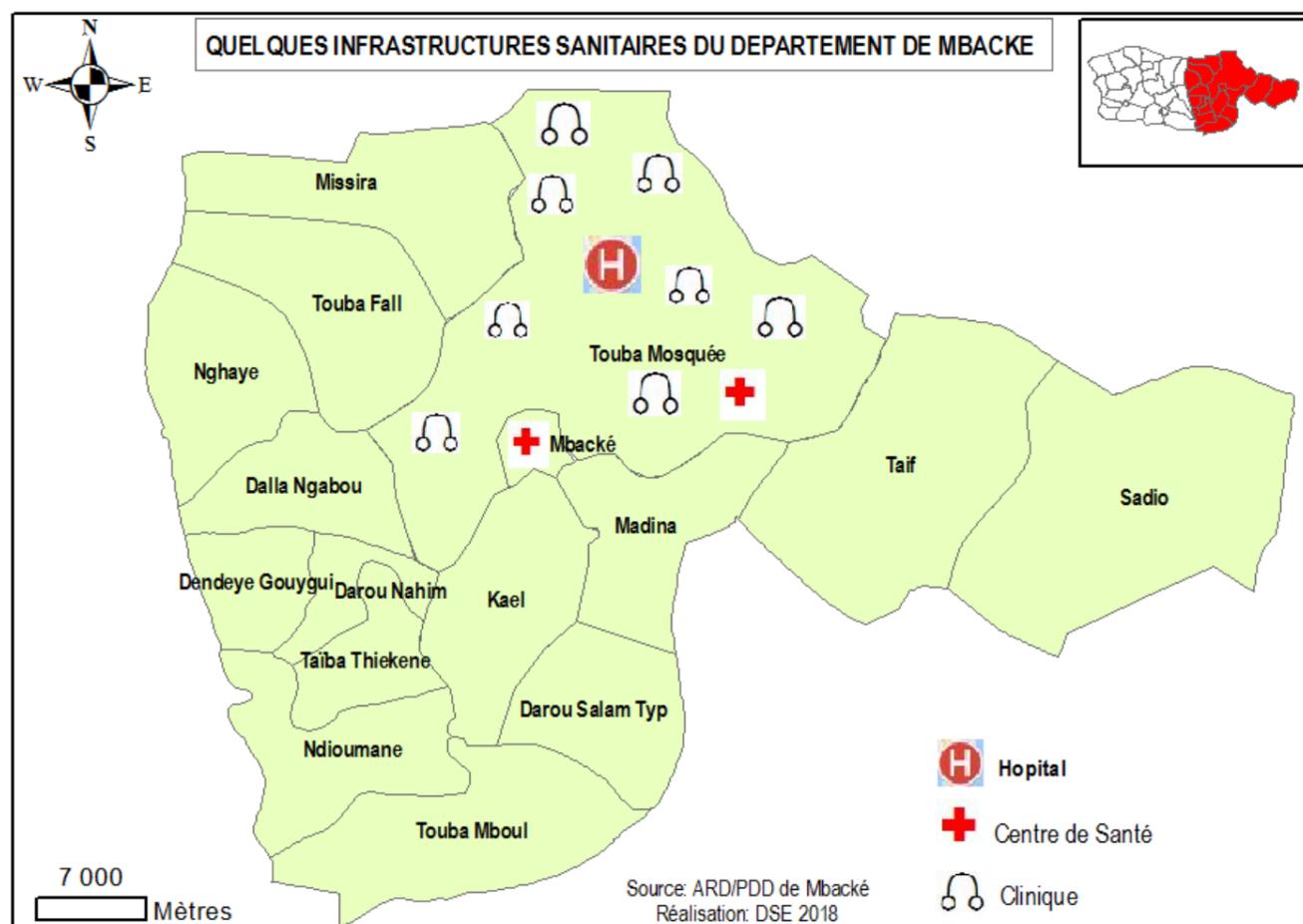


Tableau 12 : inventaire des équipements sanitaires

COMMUNES	Nombre de salle d'hospitalisation	Nombre d'ambulance	Lits d'hospitalisation	Appareil de radiologie	Echographie	Electrocardiographe
TOTAL DEPARTEMENT	49	15	172	03	03	00

Tableau 13 : inventaire du personnel de Santé

	Radiologue	Chirurgien généraliste	Chirurgien-dentiste	Médecin anesthésiste réanimation	Médecin généraliste	Pédiatre	Gynécobstétricien	Pharmacien	Ingénieur biologique	Sage femme d'Etat
TOTAL DEPARTEMENT	00	00	02	00	06	00	00	01	00	53

	Technicien supérieur de Santé (sans maîtrise des SI)	Technicien supérieur de Santé (avec maîtrise des SI)	Technicien supérieur en anesthésie	Technicien supérieur en imagerie médicale	Technicien supérieur en Onésithérapie	Technicien supérieur en labo/biologie	Technicien supérieur en Odontologie	Technicien supérieur en Ophtalmologie	Technicien en maintenance	Assistant SRH
TOTAL DEPARTEMENT	04	01	00	00	00	02	01	00	00	01
	Infirmier d'Etat	Aide Infirmier	Assistant social	Auxiliaire d'hygiène	Technicien supérieur en Onésithérapie	Archiviste/documentaliste	Personnel administratif et financier	Personnel d'entretien	ASC	Matrones
TOTAL DEPARTEMENT	39	07	01	02	00	00	07	46	59	47

3.1.2.2. Action sociale

Les principales contraintes des personnes vivant avec un handicap sont : le manquement de formation (métiers, gestion), manque de local ; les élèves handicapés ne bénéficient pas d'appui, le manque de moyens de déplacement, des problèmes de prise en charge sanitaire, problème d'état civil, le manque de dynamisme de l'association des handicapés.

En ce qui concerne les familles nécessiteuses, il a été difficile d'obtenir des statistiques. Cependant, certaines familles demeurent confrontées à la problématique de l'extrême pauvreté.

On note plusieurs daaras dans l'ensemble du Département. Ces derniers rencontrent de nombreuses difficultés et souffrent d'une réelle absence de prise en charge.

Tableau 14 : indicateurs sur les programmes des filets sociaux

Localisation	Ménages bénéficiaires de bourses	Handicapés détenteurs de cartes d'égalité des chances	Total bénéficiaires
Département de Mbacké	8155	629	8784
Total Région	21087	1535	23022

Nota Bene : Chaque bénéficiaire reçoit un montant de 25000 F par trimestre soit 100 000 F par an. Les bénéficiaires du PNBSF sont issus du Registre National Unique des ménages vulnérables de la région constitué à partir d'une pré-identification des ménages faite au niveau village et quartier et d'une enquête de leur situation économique et sociale réalisée par l'ANSD. L'effectif du RNU est de 35085 ménages

Tableau 15 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Santé et de l'Action sociale

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de structures hospitalières de niveau 1 et 2 • Existence de 02 districts sanitaires • Existence d'un personnel médical et paramédical • Existence d'un Service départemental de l'action sociale • Existence de 02 CPRS à Touba et Mbacké • Existence de mutuelles de Santé dans toutes les Communes • Existence de 02 orphelinats à Touba • Projet de construction d'un nouvel hôpital de 300 lits • Existence d'une mutuelle des agents de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit d'équipements des hôpitaux • Insuffisance de ressources humaines, logistiques (action sociale) • Absence d'harmonisation dans l'intervention des acteurs du secteur social • Inaccessibilité à certains édifices pour les personnes handicapées • Insuffisance d'orphelinats • Absence d'orphelinat communautaire • Les mutuelles de Santé sont dépourvues de moyens • Absence de siège pour la brigade spécial de l'Hygiène de Touba 	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer les 05 Centres de santé secondaire de Touba et Taif en personnel et renforcer l'appui en matériel • Augmenter les capacités d'accueil des structures sanitaires • Améliorer les équipements du Service Dentaire (fauteuils dentaires) • Appuyer des postes (enclavés) de santé en ambulance • Accompagner la Brigade d'Hygiène dans l'acquisition d'un siège et de moyens logistiques • Accompagner le projet d'EPS 1 de Ndamatou • Equiper les hôpitaux • Construire le siège du Service départemental action sociale • Construire un centre départemental de l'action sociale • Prévoir dans les constructions, des facilitations pour l'accès • Mettre en place des fonds d'appui en difficulté • Construire des blocs opératoires dans les Centres de Santé (pour désengorger les Ndamatou et Fawzainy) • Subventionner l'enrôlement de bénéficiaires et l'amélioration du taux de pénétration • Appuyer le fonctionnement de l'Union départementale

3.1.3. HYDRAULIQUE ET ASSAINISSEMENT

3.1.3.1. Hydraulique

Tableau 16 : liste des forages du Département

COMMUNES	Lieu d'implantation du forage	Etat de fonctionnalité (F ou NF)	Nombre d'unité de potabilisation	Nombre de km de linéaire (AEP) de la SDE	Production en m3/an
Mbacké	02	2:2F	2:2	175km	130000m3
Darou Nahim	01	1:1F	1:1		
Darou Salam Typ	03	3:3F	03:03	6 à 7km	
Dendeye Gouygui	01	1:1F	1:1		
Kaél	01	1:1F	1:1		
Madina	01	1:1F	1:1		
Ndioumane	01	1:1F	1:1		
Taiba Thiékéne	02	1:2F	1:2	10km	
Touba Mboul	01	1:1F	1:1		
Dalla Ngabou	03	3:3F	1:3	14km	
Missirah	03	2:3F	2:3	15km	
Nghaye	02	2:2F	2:2		
Touba fall	01	1:1F	1:1		
Touba Mosqué	26	26:26F	26:26	1000km	32850000 m3
Sadio	04	4:4F	4:4	30km	
Taif	01	1:1F	1:1		
TOTAL DEPARTEMENT	53	51:53F	49		

Tableau 17 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Hydraulique

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Eau potable • Existence de forages • Taux de desserte dépasse 95% • Projet de transfert d'eau en cours 	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise qualité de l'eau : salinité de l'eau des forages • Vétusté de certains forages • Déficit du réseau hydraulique • Vétusté des réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Etendre le réseau hydraulique (AEP et interconnexion) • Appuyer l'interconnexion des forages • Développer le projet de transfert d'eau • Renouveler le réseau hydraulique défectueux et renforcer le réseau insuffisant

3.1.3.2. Assainissement

Tableau 18 : indicateurs clés de l'Assainissement

COMMUNES	Camions de ramassages des ordures	Nombres de charrettes pour le ramassage des ordures	Nombre de benne-tasseuses	Nombre de décharge contrôlé	Niveau de maillage du réseau d'évacuation des eaux usées	Nombre d'édicule publics	Niveau de maillage du réseau d'évacuation des eaux pluviales
Mbacké	02	00	00	00	0 / 0	00	0,1:6
Darou Nahim	00	00	00	00	0 / 0	00	0 / 0
Darou Salam Typ	00	00	00	00	0 / 0	00	0 / 0
Dendeye Gouygui	00	00	00	00	0 / 0	00	0:0
Kaél	00	04	00	00	0 / 0	00	0:0
Madina	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Ndioumane	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Taiba Thiékéne	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Touba Mboul	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Dalla Ngabou	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Missirah	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Nghaye	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Touba Fall	00	00	00	00	0 / 0	00	0
Touba Mosquée	10	50	10	00	0 / 0	01	1/100
Sadio	00	05	00	00	0 / 0	00	0/0
Taif	00	10	00	00	0 / 0	00	0
TOTAL DEPARTEMENT	12	69	10	00	0 / 0	01	1,1/100

Tableau 19 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Assainissement

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un système d'assainissement dans l'axe Diourbel • Présence de l'UCG à Touba • Existence d'un CIVD en construction • Existence de 02 dépositaires de boue de vidange de 350m³/Jour • Initiation d'un projet pour le traitement des eaux usées • Construction de 03 édifices publics à Touba 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'unités de traitement des ordures • Non maîtrise des populations du code l'assainissement • Vétusté du réseau d'eaux pluviales • Existence d'écoles sans réseau d'assainissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place de un centre départemental de traitement des ordures

3.1.4. URBANISME/HABITAT

Tableau 20 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Urbanisme et l'Habitat

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> Existence d'un service départemental d'urbanisme 	<ul style="list-style-type: none"> Absence de SDAT 	<ul style="list-style-type: none"> Elaborer le SDAT

3.1.5. SPORTS, JEUNESSE, LOISIR, CULTURE et PATRIMOINE

3.1.5.1. SPORTS, JEUNESSE et LOISIRS

Tableau 21 : inventaire des structures de Jeunesse

COMMUNES	CDEPS	Centre ADO	Foyer des jeunes	Mouvement de jeunes à caractère national	Association affiliés au mouvement navétanes	Autre associations déclarées
TOTAL DEPARTEMENT	01	01	00	20	66	276

La Commune de Mbacké abrite le CDEPS et le centre-conseils ADO. Il n'existe aucun foyer des jeunes dans le Département. On note par contre un dynamisme au sein des associations des jeunes qui s'activent dans plusieurs domaines notamment religieux, sportif ou culturel.

Tableau 22 : inventaire des infrastructures sportives

COMMUNES	Stades et terrain cloturés	Plateau multifonctionnel	Terrain de football	Terrain de basketba ll	Terrain vague	Arènes de lutte	Dojo	Boulodromes	Hippodrome	Salle de Gymnase
TOTAL DEPARTEMENT	01S 01TC	04	14	03	06	01	26	03	01	04

Le Département souffre d'un véritable déficit de structures sportives. Considérant la taille de sa population, notamment entre les Communes de Touba et Mbacké, un seul stade de football est très insuffisant alors qu'il n'est même pas aux normes. Un autre stade est en train d'être construit mais l'exécution est à l'arrêt depuis des mois.

De même, on note une insuffisance de lieux de pratique des autres sports.

Tableau 23 : inventaire des disciplines sportives

	Equipes de football	Equipes de basket	Equipes de handball	Equipes de volleybal	Ecurie de lutte	Club d'arts martiaux	Club de boxe	Club d'athlétisme	Autres
TOTAL DEPARTEMENT	66	01	01	00	02	33	00	00	01

Tableau 24 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un Service départemental de la Jeunesse • Dynamisme des jeunes à travers les tissus associatifs • Existence d'un Conseil départemental de la Jeunesse • Existence d'un Centre Conseil ADO 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible encadrement des jeunes (formation, suivi) • Insuffisance de personnel du Service départemental de la Jeunesse • insuffisances d'espaces de formation des jeunes • Insuffisances d'infrastructures sportives • Absence de stade départemental 	<ul style="list-style-type: none"> • Implanter des foyers socio-éducatifs dans chaque Commune • Mettre en place un ODEJ • Mettre en place un fonds d'appui à l'initiative départementale • Réhabiliter et équiper les foyers de jeunes • Doter d'une subvention au Service de la Jeunesse • Construire un stade départemental multifonctionnel • Réceptionner en urgence le nouveau stade (route de Kael) • Construire une salle de sport multifonctionnel au sein du CDEPS • Promouvoir la citoyenneté • Equiper les foyers de jeunes existants

3.1.5.3. CULTURE ET PARIMOINE

Tableau 25 : Données du secteur de la Culture et du Patrimoine

	Nombre de troupes théâtrales	Nombre de dahiras	Nombre de manifestations culturelles	Nombre de station radio	Sites et monuments classés	Nombre d'OCB
TOTAL DEPARTEMENT	67	--	--	12	00	40

On note dans le Département un dynamisme d'acteurs culturels à travers les dahiras ou troupes théâtrales. Un nombre important de stations radio (12) facilite aussi l'accès à l'information et la communication dans le Département

Tableau 26 : inventaire des réceptifs hôteliers

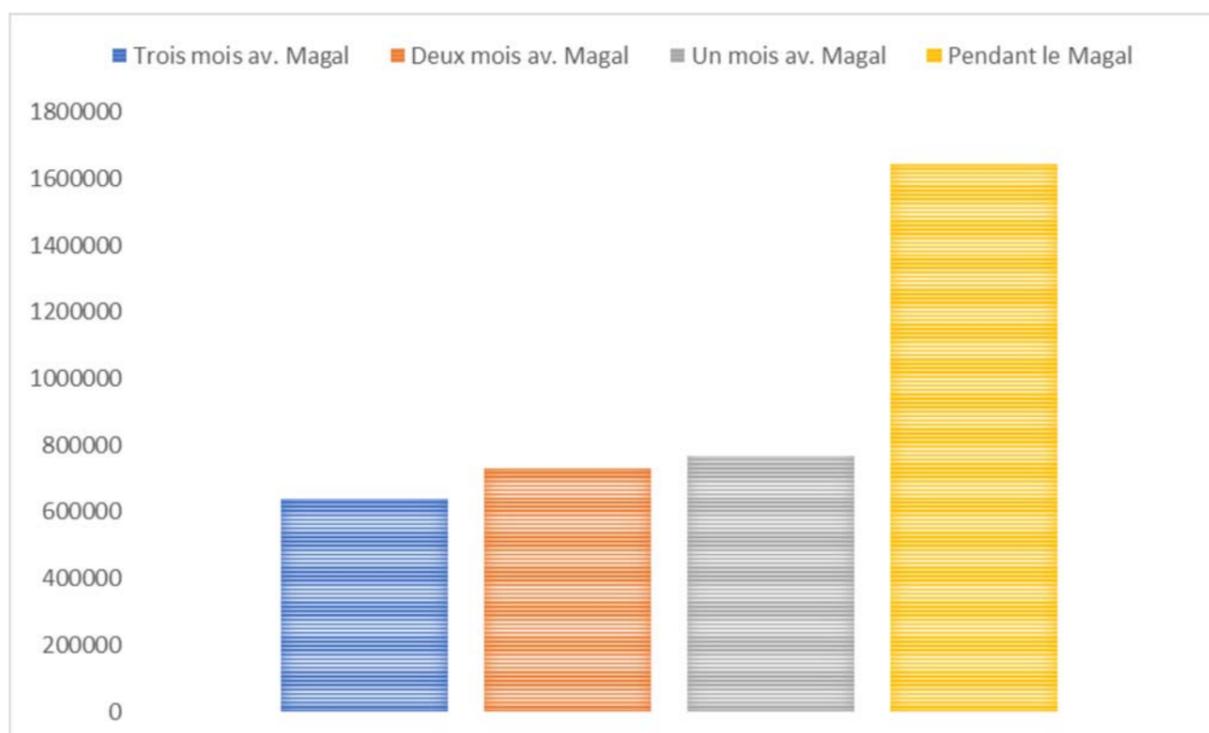
	Nombre de réceptifs	Nombre de chambres	Nombre de lits
TOTAL DEPARTEMENT	04	175	208

Le Département compte 4 réceptif dont les 3 à Touba (Pour les hôtes du Khalif) et 1 à Mbacké.

🚩 Le Grand Magal de Touba

« Le Grand Magal de Touba est la commémoration du départ en exil de Cheikh Ahmadou Bamba au Gabon. C'est un événement religieux à dimension nationale voire régionale ou même mondiale (au regard des origines des flux centripètes et diversités des pèlerins qui y convergent) et à impacts économiques importants pour le Sénégal. Chaque année, à l'occasion du Grand Magal, la ville de Touba accueille des millions de pèlerins et de très importantes quantités de marchandises venus des différentes régions du Sénégal, d'autres pays d'Afrique et du reste du monde. Durant presque un mois (des deux semaines d'avant à la semaine d'après le jour du Grand Magal, en passant par la cérémonie officielle de cet événement), certains secteurs comme le commerce, le transport et la téléphonie enregistrent un essor non négligeable, avec une augmentation des chiffres d'affaires des entreprises profitant de cette belle occasion. » (Etudes des impacts du Grand Magal de Touba, UADB, Octobre 2017).

Figure 4 : Chiffres d'affaires mensuels des transferts de fonds



Source : UADB

La figure montre que le chiffre d'affaires mensuel moyen des transferts de fonds augmente de manière progressive à l'approche du Magal et passe du simple au double pendant l'évènement (de 800.000 à 1.600.000FCFA).

En effet, en période du Grand Magal, on note un accroissement considérable dans les secteurs de la sécurité, la santé, le transport, l'assainissement, l'hydraulique, l'électricité, l'environnement, les télécommunications, les institutions financières, l'élevage, le commerce, l'action sociale et la communication.

Ainsi, « Avec une approche méthodologique solide, nous avons déterminé les impacts globaux (impacts direct, indirect et induit) du Magal à plus 249 882 782 297 FCFA, sous forme de dépenses dans l'économie nationale. » (Etudes des impacts du Grand Magal de Touba, UADB, Octobre 2017).

Tableau 27 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de la Culture

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence du grand Magal de Touba • Existence de dahiras, troupes théâtrales • Existence du répertoire du patrimoine culturel : mosquées, Daaray Kaamil, • Potentiel touristique religieux, de découverte et culturel (sites religieux et Magals) • Existence d'un campement touristique à Mbacké • Existence de réceptacles pour l'hébergement 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'infrastructures artistiques • Manque d'organisation des acteurs culturels • Insuffisance de réceptacles d'hébergement • Faible valorisation du potentiel touristique 	<ul style="list-style-type: none"> • Exploiter davantage le potentiel touristique, culturel et économique du grand Magal de Touba • Valoriser le patrimoine culturel • Promouvoir le marketing culturel • Mettre en place un cadre de production pour les acteurs de chants religieux • Organiser une journée culturelle départementale annuelle • Organiser les circuits d'accueil et d'orientation

3.1.6. GENRE ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Tableau 2829 : synthèse du diagnostic du sous-secteur Genre et Développement Communautaire

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'organisations de femmes dynamiques • Existence du CEDAF • Existence de foyers de femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Foyers des femmes non fonctionnels (Communes Mbacké et Touba) • Difficultés d'accès à la terre • Difficile accès aux financements • Taux de violence basé sur le genre très élevé • Taux d'analphabétisme des femmes élevé 	<ul style="list-style-type: none"> • Construction et équipement de maisons de femmes dans chaque arrondissement • Faciliter l'accès à la terre et au financement • Sensibilisation des acteurs sur la violence sur le genre • Ouvrir des CAF • Formation sur la GAF

		<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un fond d'appui pour l'entrepreneuriat féminin
--	--	--

3.1.7. MIGRATION/DEVELOPPEMENT ET PARTENARIAT

La migration constitue une place importante dans Département au vu du potentiel des envois générés par les émigrés ressortissants. En effet, l'identité territoriale est marquée par la culture entrepreneuriale du baol-baol. Le Département de Mbacké se caractérise par une diaspora importante aussi bien dans le Sénégal, que dans la sous-région et dan l'international. Il s'agit d'une diaspora issue principalement du milieu rural mais surtout des villes de Touba et Mbacké.

Toutefois, il est constaté que l'essentiel des envois ne profite pas au développement du terroir départemental car ne sont pas orientés vers des investissements durables productifs porteurs, à certaines infrastructures notées à Touba comme l'hôpital de Matlabul Fawzayni ou des équipements de la grande mosquée de Touba.

Cela a motivé l'instigation d'un projet logé à l'ARD en 2014, connu sous l'appellation de JAPPANDO "Linkings migrants, localsauthorities", pour accompagner les initiatives des migrants même si ses interventions dans le Département sont relativement faibles.

Outre les indicateurs issus des données primaires, le diagnostic participatif a permis de collecter d'autres types d'informations non moins importantes relatives au sous-secteur Genre et Développement communautaire.

Tableau 29 : synthèse du Diagnostic du sous-secteur Migration et Développement

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de structures d'accueil et d'orientation : BAOS, HELPDESK • Forte communauté de migrants originaires de Touba/Mbacké établis d'ici et d'ailleurs • Forte contribution des migrants dans l'aménagement d'infrastructures sociaux de bases : hôpitaux, morgues, centres modulaires, éclairage public • Existence d'associations des migrants 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'accès à la terre • Inadéquation apprentissage/réinsertion • Difficulté d'accès aux allocations de retraite • Déficit d'information et de communication sur les dispositifs locaux d'accueil et d'orientation • Absence de siège pour les associations de migrants • Faible accès au financement 	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les migrants à collaborer avec les Autorités locales • Mettre en place un Bureau départemental d'accueil et d'orientation des migrants • Accompagner les migrants

3.2. PROFIL ECONOMIQUE

3.2.1. SECTEURS PRODUCTIFS

3.2.1.1. Agriculture

L'Agriculture, dans le Département de Mbacké, se caractérise par une forte dépendance à la pluviométrie. Les spéculations principales sont l'arachide, le mil et le niébé.

D'autres productions agricoles sont à des niveaux très faibles et dispersées dans les zones de Sadio, Ndok et Touba Bogu, Darou Marnane où les conditions pédologiques et hydriques offrent quelques possibilités pour le maraichage.

Avec la pression démographique, l'abandon de la jachère et l'insuffisance, voire l'absence de fertilisation des terres, les sols deviennent de plus en plus pauvres et sont très vulnérables à l'érosion du fait de la destruction du couvert végétal.

Le secteur agricole est soutenu par des structures telles que la DRDR, l'ANCAR.

Matériels et équipements agricoles

Tableau 30 : répartition du matériel agricole

Communes	Semoirs	Houes occidentales	Houes Sines
Mbacké	20	10	02
Ndame	250	74	24
Kaél	222	143	10
Taif	80	30	08
	572	257	44

Tableau 31 : situation du matériel agricole lourd

	Tracteur 75-78 CV			OFFSET 22 DISQUES		
	PREVU	PAYE	LIVRE	PREVU	PAYE	LIVRE
MBACKE	13	2	2	13	1	1

On note ici un déficit notoire du matériel agricole à l'instar des autres Départements. Le peu qui existe est très souvent vétuste ou difficile d'accès.

Tableau 32 : évolution bi-annuel de la Pluviométrie (Entre 2016 et 2017)

Communes	H(mm)	NJ	H(mm)	NJ	H(mm)	NJ
Mbacké	548	29J	472,6	29J	75,4	0
Ndame	580,6	31J	711	26J	-130,4	5
Kaél	477,6	22J	460,1	29J	17,5	-7
Sadio	419,5	29J	527,7	37J	-108,2	-8
Taif	438,6	32J	527,8	30J	-89,2	2
	Cumul 2017 (19 Octobre)		Cumul 2016		Ecart 2017- 2016	

Tableau 33 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : mil, sorgho, maïs

	MIL			SORGHO			MAIS			TOTAL CEREALES	
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	PROD (T)
MBACKE	35702	642	22906	2452	900	2206	974	850	827	39127	25940
REGION	130908	629	82406	14062	637	8960	1115	819	914	146085	92279
RESULTATS 2015/2016	129864	797	103444	12784	834	10666	1014	825	836	143661	114946
ECART en %	1	-21	-20	10	-24	-16	10	-1	9	2	-20

Tableau 34 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : arachide huilerie, niébé, pastèque, manioc

	ARACHIDE HUILERIE			NIEBE			PASTEQUE			MANIOC		
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)
MBACKE	35035	615	21547	10940	550	6017	448	7500	3361	2329	6500	15141
REGION	91949	528	48 580	31897	543	17335	843	7734	6516	3228	6833	22059
RESULTATS 2015/2016	81227	806	65442	28997	252	7301	2935	5738	16840	766	7613	5831
ECART %	13	-34	-26	10	116	137	-71	35	-61	322	-10	278

Tableau 35 : résultats de la campagne agricole 2016/2017 : bissap, sésame

	BISSAP			SESAME		
	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)	SUP (Ha)	RDT (Kg/Ha)	PROD (T)
MBACKE	213	500	107	330	400	132
REGION	574	489	281	839	400	336
RESULTATS 2015/2016	389	493	192	763	400	305
ECART %	48	-1	46	10	0	10

Tableau 36 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Agriculture

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une politique dans la mise en place des intrants et du matériel agricole (subvention) • Existence de 67 banques céréalières • Expertise locale des artisans dans la réalisation des matériels agricoles • Existence des commissions de distribution des intrants et du matériel agricole • Disponibilité de terres • Existence de sites potentiels au maraichage : Dalla Ngabou, Touba Bogo, Sadio, Madina (Ndock), Touba Mosquée (Darou Rahmane) • Existence des cultures de tables 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du petit matériel agricole (particulièrement les semoirs, etc.) et des intrants • Inappropriation et insuffisance du système de stockage (particulièrement pour l'arachide) • Retard dans la mise à disposition du matériel agricole et des intrants (engrais) • Insuffisance des produits phytosanitaires • Spéculation dans l'acquisition des intrants et du matériel agricole (détournement de la subvention) • Répartition inégale des terres • Pratique culturale inadapté • Déforestation, ce qui favorise l'érosion • Perte des terres suite à une longue absence (migration) • Cherté du matériel lourd (tracteurs, etc.) • Salinité de l'eau • Inaccessibilité de certaines zones de production • Absence d'étude de marché 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le quota départemental en intrants et matériels agricoles • Encourager l'épargne de semences • Accompagner/organiser les artisans local dans la confection des matériels • Renforcer les capacités des commissions de distribution • Désagréger les données statistiques à l'échelle communale • Appuyer la maîtrise de l'eau pour • Renforcer la culture de table • Développer le compostage • Construction de magasins de stockage (centre filière) et de banques de semences • Veiller à l'équité dans la répartition des intrants • Etendre la collecte statistique au volet maraichage • Prévision de budget pour l'achat de produits phytosanitaires • Construire des forages destinés au maraichage • Mise en place d'n DAC

3.2.1.2. Elevage

A l'instar de l'agriculture, l'élevage occupe aussi une grande place dans l'économie départementale. D'ailleurs, la plupart des agriculteurs le pratiquent comme activité secondaire. Un élevage de type nouveau tourné vers des cycles de production courts (embouche bovine et ovine) se développe de plus en plus. L'élevage demeure ainsi une fonction économique secondaire, par rapport à l'activité agricole.

L'élevage se caractérise par deux principaux systèmes : l'élevage pastoral qui se distingue par la prépondérance de pratiques traditionnelles et l'élevage sédentaire autour du terroir villageois.

Toutefois, le développement de la filière pastorale bute sur la réduction des ressources végétales disponibles pour l'alimentation du bétail. Le territoire départemental de Mbacké à l'instar de Bambey et Diourbel n'a pas encore valorisé les énormes possibilités du développement des filières viandes, cuirs et peaux que lui procurent les nombreux événements religieux qui s'y déroulent ainsi que la présence d'une Université.

Tableau 37 : situation du cheptel

	Production de viandes					
	volailles	bœuf	azins	ovins	Caprins	Equins
TOTAL DEPARTEMENT	176750	83850	11320	259750	72960	97700

Tableau 38 : situation des organisations des éleveurs

	MDE	DIRFEL
TOTAL DEPARTEMENT	20	10

Tableau 39 : inventaire des infrastructures d'Elevage

COMMUNES	Forages agropastoraux	Parcs à vaccination	Centre zootechniques	Ferme modernes d'embouche	Ferme avicole moderne	Unité de transformation de produits laitiers	Abattoirs modernes	Pharmacies et cliniques vétérinaires
Mbacké	00	01	00	00	10	00	01	06
Darou Nahim	01	01	00	00	00	00	00	00
Darou Salam Typ	02	02	00	00	00	00	00	00
Dendeye Gouygui	00	02	00	00	00	00	00	00
Kaél	01	01	00	00	00	00	01	01
Madina	01	01	00	00	00	00	00	00
Ndioumane	02	01	00	00	00	00	00	00
Taiba Thiékéne	01	01	00	00	00	00	00	00
Touba Mboul	01	01	00	00	00	00	00	00
Dalla Ngabou	03	01	00	00	10	00	00	00
Missirah	03	00	00	00	00	00	00	00
Nghaye	01	01	00	00	00	00	00	00
Touba fall	01	01	00	00	00	00	00	00
Touba Mosqué	01	15	00	03	05	00	01	10
Sadio	04	03	00	00	01	00	01	01
Taif	01	01	00	00	01	00	01	01
TOTAL DEPARTEMENT	23	33	00	00	32	00	05	19

Tableau 40 : Quantité de lait produit en L/an

QUANTITES (en L)	
2015	2016
2 300 000	2 349 000

Tableau 40 : situation de la pratique de l'insémination artificielle

COMMUNES	Nombre d'éleveurs impliqués	Nombre de vaches sélectionnées	Nombre de vaches synchronisées	Nombre de vaches inséminées	Nombre de vaches contrôlées	Nombre de vaches gestantes
TOTAL DEPARTEMENT	135	252	229	215	212	56

Tableau 41 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Elevage

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un abattoir moderne à Touba • Existence d'un Service départemental • Diversité du cheptel : bovins, ovins, caprins, volaille • Disponibilité d'un marché • Lancement de l'initiative du projet ZIAR (zone industrielle et artisanale) • Développement de la filière laitière (vache) • Promotion du compostage et des énergies renouvelables à travers le projet PNB • Lancement de l'initiative portant sur le PAFC • Effort de mise en place de l'aliment de bétail • Existence des MDE et des DIRFEL • 	<ul style="list-style-type: none"> • Vol de bétail • Absence de dispositif de conservation du lait • Persistance de l'élevage extensif • Déficit de l'espace pastorale • Divagation des animaux • Conflits agriculteurs/éleveurs • Léthargie dans le fonctionnement des MDE • Insuffisance du personnel vétérinaire • Insuffisance des parcs à vaccination à certains endroits 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer la chaîne de valeur lait • Diligenter la construction de centre de conservation du lait • Développer l'élevage intensif • Aménager des zones de pâturage et de parcours du bétail • Mettre en place des comités de vigilance • Organiser un forum départemental sur la problématique du vol de bétail • Organiser une foire départementale sur le bétail pour encourager l'amélioration des races • Plaidoyer pour l'application pleine de la loi • Améliorer le système de gestion dans la gestion des aliments (gestion, renouvellement, stock)

3.2.1.3. Environnement et Changement climatique, Eaux et forêts

Le Département de Mbacké est confronté à divers défis environnementaux et de gestion des ressources naturelles. Ces défis se posent différemment en milieu urbain ou en milieu rural.

En zone urbaine, le Département est confronté en matière de gestion des déchets ménagers et des inondations en hivernage.

En zone rural, l'environnement et les ressources naturelles sont fortement dégradés : les sols ont perdu leur fertilité, les ressources végétales sont faibles, les ressources en eau sont salées quasiment dans le territoire départemental et impropres à l'agriculture.

A cela s'ajoute, les effets liés aux changements climatiques qui accentuent la dégradation des ressources naturelles.

Au plan forestier, La végétation présente, en fonction de la pluviométrie, de la nature des sols et de l'action anthropique, une certaine diversité dans sa composition floristique, sa répartition et sa taille. Les séries de sécheresse qui ont sévi dans la zone, pendant plus de trois décennies, amplifiées par les multiples agressions de l'homme (défrichage, feux de brousse, surpâturage, etc) ont provoqué une rupture déséquilibres écologiques et éco systémiques dont la résultante est une dégradation du couvert végétal et la disparition de beaucoup d'espèces fauniques.

Tableau 42 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Environnement et des Eaux et Forêts

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un service départemental des Eaux et Forêts • Collaboration entre le service forestier et les collectivités locales • Versement de 70% des recettes contentieuses aux collectivités locales • Tenue de CDD et de CLD sur le reboisement • Pépinières en régie de Ngabou et Taïf • Implantation d'un forage dans la pépinière de Ngabou • Création de pépinières communales, villageoises et individuelles • Disponibilité des terres destinées au reboisement • Divers types de plantations (massives, linéaires, enrichissements, champêtres) 	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment abritant le service en état de dégradation avancé • Faible participation des collectivités locales dans la GRNE • Les ristournes versées aux collectivités locales ne sont pas réinvesties dans la GRNE • Les engagements pris par les collectivités locales ne sont pas toujours respectés • Absence de manœuvres permanents. Les contrats des saisonniers sont de courte durée. • Baisse de la nappe en saison sèche pouvant entraîner l'arrêt du forage de Ngabou. Utilisation de la citerne pour le remplissage des bassins avec une eau de moindre qualité • Absence de clôtures pour sécuriser les parcelles contre le piétinement et la divagation du bétail • Manque de suivi des réalisations pendant la saison sèche • Feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabiliter le bâtiment du service forestier • Renforcer la collaboration entre le service forestier et les collectivités locales • Réinvestir une bonne partie des ristournes sur la GRNE. • Mettre en application les engagements pris lors des CDD et CLD. • Recruter des manœuvres permanents ou allonger la durée des contrats. • Mettre toujours la citerne en état de fonctionnement. • Demander aux collectivités locales de recruter des manœuvres et d'appuyer les initiatives privées. • Protéger les plants contre toutes sortes de menaces. • Dégager des mesures de préventions pour les feux de brousse. • Vulgariser l'agroforesterie en milieu rural. • Mettre en place des comités de surveillance. • Réprimer les auteurs des infractions commises.

<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation de techniques agro forestières • Existence de mise en défens • Existence de forêts régionales • Organisation de tournées de police forestière et de chasse de manière permanente • Contrôle des produits forestiers entrant dans le département • Projet Touba ville verte • Initiative pour la relance du PAGF dans le département de Mbacké • Présence d'une unité d'intervention pour la lutte contre les feux de brousse • Tournées de sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse • Tenue de CDD et de CLD sur les feux de brousse • Création et réhabilitation de pare-feu à chaque campagne • Création et redynamisation des comités de lutte contre les feux de brousse à chaque campagne • Equiperment des comités de lutte contre les feux de brousse • Participation des populations à la lutte active contre les feux de brousse. • Lutte contre le braconnage et la destruction de l'habitat sauvage 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible pratique de l'agroforesterie • Exploitation clandestine (coupes, élagages, déficit en bois de chauffe...). • Exploitation clandestine (coupes, élagages, déficit en bois de chauffe, empiètements) • Manque d'appui des collectivités locales (dotation en carburant insuffisante, pannes fréquentes de véhicules) • Le contrôle peut se faire sur l'étendue du département excepté la ville de Touba. Entrée massive de produits forestiers frauduleux. Personnel insuffisant. • Projet de grande envergure qui a manqué de suivi. La commune de Touba se devait d'assurer la continuité du projet. • Convaincre les bailleurs de fonds et les partenaires à intervenir dans le département de Mbacké. • Dotation en carburant et lubrifiants insuffisante. Fréquence des pannes. • Absence de participation des collectivités locales et de collaboration des populations • Les engagements pris par les collectivités locales ne sont pas toujours respectés • Faible réalisation à cause d'absence de financement ou de partenaires • Opérationnalité des comités souffre du mouvement permanent de ses membres. • Les comités sont quasiment dépourvus d'équipements de lutte • Faible implication des populations dans la dénonciation des pyromanes ou des auteurs de feu • Mise à feu précoce non pratiqué. 	<ul style="list-style-type: none"> • Multiplier les sorties de terrain. • Développer l'utilisation des foyers améliorés avec le biogaz • Renforcer le contrôle sur les axes routiers. • Plaidoyer pour un démarrage effectif du PAGF-E et la venue d'autres projets connexes. • Augmenter la dotation en carburant (Etat, collectivités locales). • Créer un cadre de concertation pour les différents acteurs. • Mettre en application les engagements pris lors des CDD et CLD. • Réhabiliter les pare-feux existants et ouvrir d'autres pare-feu. • Définir les missions des comités de lutte. • Choisir des personnes disponibles. • Equiper les comités de lutte en matériel adéquat (Etat, collectivités locales, partenaires) • Dénoncer sous l'anonymat les auteurs des feux. • Pratiquer la mise à feu précoce dans les zones présentant des menaces.
--	--	---

	<ul style="list-style-type: none"> • Faible implication des populations dans la dénonciation des braconniers. AUTRES • Pollution atmosphérique due aux échappements des véhicules. • Implantation abusive des stations de carburant. 	
--	---	--

3.2.1.4. ARTISANAT

Dans le Département de Mbacké, l'artisanat de service et l'artisanat de production sont plus dynamiques et contribuent à l'offre d'emplois au niveau du Département notamment à Touba et Mbacké. Il s'agit de la menuiserie (métallique ou ébénisterie), la maçonnerie qui forment des embryons de corps de métiers même si ces activités se mènent dans un cadre informel.

Il est important de rappeler aussi que le sous-secteur de l'artisanat constitue un fort levier de régulation et de promotion sociale, par sa contribution à la formation professionnelle des jeunes et à l'offre de premiers emplois.

Tableau 43 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Artisanat

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de tous les corps de métier • Présence de l'ONG KORA, appui dans les renforcements de capacités 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de formation • Manque d'organisation des acteurs • Difficulté d'accès au crédit • Difficulté d'accès au marché lié à la commande publique 	<ul style="list-style-type: none"> • Implanter un village artisanal départemental • Aménager une zone artisanale • Renforcer les capacités des artisans

3.2.1.5. COMMERCE

Le commerce, largement dominé par l'informel au niveau de la Région de Diourbel, occupe une place importante dans les activités du Département notamment qui constitue un grand pôle commercial dans le pays. L'activité commerciale est pratiquée par des commerçants de détail, de boulangeries, de pharmacies, de stations d'essence etc.

Le commerce joue un rôle prépondérant dans la réduction de la pauvreté au niveau du Département. Il constitue ainsi l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois.

Tableau 44 : indicateurs clés du sous-secteur du Commerce

COMMUNES	Marchés permanents	Marchés hebdomadaires	grossistes	½ grossistes	Détaillants
TOTAL DEPARTEMENT	17	04	10	32	1099

Tableau 45: synthèse du diagnostic du sous-secteur du Commerce

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur pourvoyeur d'emplois non-salariés • Existence de service d'encadrement et de contrôle • Existence de marchés gros permanents particulièrement à Touba • Existence de marchés hebdomadaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de personnel et de moyens logistiques des services de contrôle • Manque d'organisation des commerçants • Problème d'aménagement des marchés • Difficulté d'accès au crédit 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un fonds d'appui pour l'entrepreneuriat • Renforcer les capacités des commerçants • Organiser une foire commerciale tous les ans

3.2.1.6. TOURISME

Concernant le sous-secteur du tourisme, Touba avec sa grande mosquée et autres lieux de culte constitue un grand pôle d'attraction et de promotion du tourisme intégré. Néanmoins, le Département de Mbacké ne parvient toujours pas à se positionner sur le créneau du Tourisme religieux et culturel. Cela s'explique en partie, par l'insuffisance d'infrastructures hôtelières (seul la Commune de Mbacké dispose d'un campement touristique) ; Touba dispose de quelques réceptifs mais dédiés aux hôtes du Khalif général des Mourides.

3.2.2. SECTEURS D'APPUI A LA PRODUCTION

3.2.2.1. Voirie, Transport et Désenclavement

A l'instar des autres Départements de la région, Mbacké dispose d'une gare routière fonctionnelle (Touba).

Le Département de Mbacké est accessible. Sa position, au centre du pays, ses nombreuses voies de sorties et d'entrée dans le territoire régional lui offrent un niveau de désenclavement externe parmi les plus élevés du pays.

Par contre, le département présente d'importants déficits de mobilité interne, du fait de l'enclavement d'une bonne partie de son territoire. La majeure partie des zones rurales reste encore enclavée, en dépit des améliorations indéniables apportées dans le réseau routier rural

Pour ce qui concerne le transport ferroviaire, la décapitalisation continue n'a épargné le Département et a précipité l'arrêt de la ligne Touba Dakar qui ne fonctionne désormais que lors du Grand Magal de Touba.

Dans le sillage du dépérissement du trafic, c'est une dégradation avancée des infrastructures et des équipements à laquelle il a été donné d'assister particulièrement les gares ferroviaires de Mbacké et Touba.

Pour l'essentiel, dans le Département, le transport routier est de type urbain et interurbain. Le type urbain est essentiellement assuré par des minibus Tata, les « Mbacké-Touba », « clandos », des charrettes, des calèches et des motos « Jakarta ». Le transport interurbain est assuré par des bus, des cars « NdiagaNdiaye », des taxis « 7 places » et des minicars

Tableau 46 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Transports et du Désenclavement

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'une route nationale N°03 et des routes secondaires • Existence d'une gare routière et de gares secondaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Enclavement de certaines communes • Faible développement de la voirie intérieure des Communes • Vétusté du parc automobile • Défaut de pièces pour certains véhicules à usage de taxi • Difficultés liées au transport des élèves • Absence de panneaux de signalisation • Présence de charrettes et de motojakarta dans le système de transport • Absence de plan de circulation (Touba) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renouveler le parc automobile • Réorganiser le système de fonctionnement des garages • Renforcer les capacités des conducteurs • Créer une régie de transport

3.2.2.3. ENERGIE

Le Département de Mbacké est approvisionné en énergie électrique à partir de la ligne omnibus Thiès-Touba-Thiona. Au niveau régional, et particulièrement dans le Département, il n'existe pas de centrale électrique propre installée sur le territoire. En outre, la demande est forte même alors que la mise à disposition s'avère très lente. Cette sous-électrification est plus accentuée dans le milieu rural alors que le Département ne bénéficie pas encore du programme d'électrification du PUDC. Mais l'ensemble des chefs-lieu de Commune est électrifié.

En milieu rural, les ménages et les petits exploitants familiaux continueront de faire face à des difficultés pour l'approvisionnement en eau, la mouture de céréales pour l'alimentation, l'éclairage public, la transformation des productions locales, en raison d'un coût de livraison croissant des services énergétiques.

L'inadéquation entre la demande et l'offre énergétique devrait donc aller en s'amplifiant, sauf si des mesures appropriées de correction du mix énergétique sont prises. Mais les énergies alternatives n'ont encore que très timidement commencé à intégrer les foyers avec la promotion du biogaz grâce aux interventions du Programme National de Biogaz.

Tableau 47 : niveau d'électrification du Département

Chef-lieu de Commune	Electrifiées
Mbacké	6 quartiers/6
Darou nahim	électrifiés
Darou Salam Typ	électrifiés
Dendeye Gouygui	électrifiés
Kael	électrifiés

Madina	électrifiés
Ndioumane	électrifiés
Taiba Thiekene	électrifiés
Touba Mboul	électrifiés
Dalla Ngabou	électrifiés
Missarah	électrifiés
Nghaye	électrifiés
Touba Fall	électrifiés
Touba Mosquee	électrifiés
Sadio	électrifiés
Taif	électrifiés

Tableau 48 : synthèse du diagnostic du sous-secteur de l'Energie

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Electrification de toutes les Communes chefs-lieux • Lancement de l'initiative sur le projet centrale solaire qui s'étend à 30ha (à Kael) • Existence du projet PNB • Existence du projet "Yakaar" en partenariat avec l'ONG NDEM • Promotion de l'énergie solaire dans les villages non électrifiés • Existence d'une filière de formation en énergie solaire au niveau du CDFP 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de plusieurs villages non électrifiés 	<ul style="list-style-type: none"> • Extension électrique dans toutes les grandes agglomérations • Promouvoir les énergies solaires et le bio-gaz

3.2.2.4. INDUSTRIES ET MINES

Le Département de Mbacké est faiblement industrialisé malgré le potentiel commercial que représente Touba. Toutefois, les petites et moyennes entreprises se développent timidement avec dans plusieurs secteurs.

Au plan minier, on note l'existence de sites de carrière à Taïf et Madina, dont l'exploitation ne profite pas pleinement aux populations.

Tableau 49 : synthèse du diagnostic du sous-secteur des Mines et Industries

Atouts/potentialités/Forces	Contraintes/Faiblesses/Menaces	Hypothèses de solutions
<ul style="list-style-type: none"> • Existence de sites de carrières à Taif, Madina • Existence d'une Usine d'emplissage de gaz, de l'Usine AINOU, du CIAT, des huileries, des unités de potabilisation de l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Faiblesse du tissu industriel • Problèmes environnementaux dans les zones de carrière 	<ul style="list-style-type: none"> • Aménager de zones industrielles • Réorganiser l'exploitation dans les zones de carrière

3.2.3. LA GOUVERNANCE LOCALE

3.2.3.1. Le Conseil Départemental

Le Conseil départemental, par ses délibérations, concourt à l'administration du Département. C'est la loi 2013-10 du 28 Décembre 2013 portant code général des collectivités locales qui a consacré le Département de Mbacké en collectivité locale. Il est géré par un organe délibérant et un organe exécutif. Le conseil départemental a été installé le ... par le Préfet de Mbacké. Il est composé de 100 conseillers issus de listes électorales à travers différentes formations politiques. Les femmes ont fait une entrée remarquable en faveur de la loi sur la parité. C'est ainsi que le conseil regroupe 50 femmes et 50 hommes.

3.2.3.2. Le Personnel du Conseil Départemental

Il composé de

- ☞ Un (01) Président
- ☞ Deux (02) Vice-présidents
- ☞ Un (01) Secrétaire Général
- ☞ Un (01) Chef de Cabinet
- ☞ Sept (08) Agents administratifs
- ☞ 01 Chargé de mission
- ☞ 01 Concierge
- ☞ Trois (03) gardiens
- ☞ 04 femmes de ménages
- ☞ Six (06) Chauffeurs

3.2.3.3. Le Bureau du Conseil départemental est composé des postes ci-après :

- ☞ Un Président ;
- ☞ Deux Vice-présidents ;
- ☞ Deux Secrétaires élus

Ce bureau est aidé dans l'exercice de ses fonctions par (08) commissions techniques :

Tableau 50 : Les Commissions du Conseil départemental

COMMISSIONS	REPRESENTANTS
SANTE ET AFFAIRES SOCIALES	Mame Anta MBOW
AGRICULTURE, ELEVAGE	
RESSOURCES NATURELLES, ENVIRONNEMENT, HYDRAULIQUE	Amy MBACKE
EDUCATION ET FORMATION	El hadjiBA
Finances	Abdou Rahmane SALL
JEUNESSE ET SPORTS	Bathie SOGUE
CULTURE ET AFFAIRES RELIGIEUSES	Mame Mbaye NIANG
COOPERATION DECENTRALISEE	Youssou DAO

3.2.3.4. Profil des Elus du Conseil Départemental

🚩 Répartition selon l'âge

Tableau 51 : répartition des Elus selon l'AGE

<i>Tranches d'âges</i>	Effectif	Pourcentage (%)
<i>[26 ; 35 [</i>		
<i>[35 ; 50 [</i>		
<i>[50 ; 65 [</i>		
<i>[65 ; 80 [</i>		
Total	100	100

Tableau 52 : répartition des Elus selon le niveau d'instruction

NIVEAU	NOMBRE
DOCTORAT	
MASTER	
LICENCE	
BAC	
SECONDAIRE	
MOYEN	
PRIMAIRE	
ECOLE CORANIQUE	
ALPHABETISE	
ANALPHABETE	

Tableau 53 : répartition des Elus selon l'appartenance politique

FORCES POLITIQUES	NOMBRE DE REPRESENTANTS	%
PDS		
Suqali Sénégal		
PS		
Rewmi		
Bokou Giss giss		
APR		

3.2.3.5. Le patrimoine du Conseil départemental

Tableau 54 : Niveau d'accès aux commodités

Collectivités	Existence	Date	Coût/facture
Siège conseil départemental	Oui	2016	200 000 f/mois (location)
<i>Electricité</i>	Oui	2016	20 000f/ 2mois
<i>Eau</i>	Oui	2016	10 000f/ 2mois
<i>Téléphone</i>	Non		
<i>Fax</i>	Non		
<i>Connexion internet</i>	Non		
Site internet	Non		

Tableau 55 : Niveau d'équipement en informatique et en TIC

Equipements en informatiques	<i>PCD et autres personnels</i>	
	PCD	Autres
Nombre d'ordinateurs	1 NF	
Nombre d'imprimantes	0	
Nombre de fax	0	
Scanner	0	
Autres équipements	photocopieuses	

Tableau 56 : niveau d'équipement en matériel roulant

Collectivités locales	Existants		Besoins en matériels roulant
	Nombres	Destinataires	Matériels roulant
véhicules	2	Président et personnel	Voiture
Motos	0		
Camions	0		
Autres	0		

Tableau 57 : Outils de Communication interne

Outils	Oui	Non
<i>Internet</i>	Oui	
<i>Panneau d'affichage</i>	Oui	
<i>Note de service</i>	Oui	
<i>Téléphone</i>	Oui	
<i>Convocation</i>	Oui	
Autres		

Tableau 58 : outils de communication externe

Outils	Oui	Non
<i>Radio communautaire</i>	Oui	
<i>Radios de la place</i>	Oui	
<i>Crieur public journal</i>		NON
Panneau d'affichage public		NON

Tableau 59 : dispositif de concertation avec les populations

Outils	Oui	Non
<i>Animateurs locaux</i>		X
<i>Relais communautaires</i>		X
<i>CVD/ CIVD</i>		X
Cadres de concertation (globaux et/ou sectoriels)		

Tableau 60 : outils de présentation du Département

outils	Oui	Non
<i>Logo</i>		Non
<i>Plaquettes</i>		Non
<i>Albums</i>		Non
Site internet		Non

Outils de planification du développement

Tableau 61 : Outils de planification

Outils	Oui	Non	Date d'élaboration	partenaires
PDD		Non	En cours d'élaboration	PNDL/ARD
SDAT		NON		

3.2.3.6. Analyse des capacités de la Collectivité locale

Le budget

Aux termes de l'article 188 jusqu'à 123 du Code des Collectivités Locales, le budget de chaque collectivité prévoit pour une année financière toutes les recettes et toutes les dépenses de la collectivité sans contractions entre les unes et les autres. De plus, il est présenté dans les conditions qui sont déterminées par les décrets relatifs à la comptabilité publique.

Le budget est préparé par l'organe exécutif, voté par le conseil de la collectivité et approuvé par le représentant de l'État dans les conditions prévues par le Code des Collectivités Locales.

Tableau 62 : évolution budgétaire entre 2014 et 2016

ANNEES	BUDGET TOTAL DE LA CL	INVESTISSEMENTS EN F CFA			
		MONTANTS	BUDGET PROPRES	ETAT	AUTRES (à identifier)
2014					
2015	207 565 646	70 324 365		59 000 000	
2016	292 000 000	155 000 000		65 000 000	35 625 000 (PNDL)
2017					
TOTAL					

Tableau 63 : Analyse des taux d'exécution et des écarts

Années	Recettes de fonctionnement (en milliers de FCfa)			Recettes d'investissement (en milliers de FCfa)			Dépenses de fonctionnement (en milliers de FCfa)			Dépenses d'investissements (en milliers de FCfa)		
	Prévisions	Recettes	TE	P	R	TE(%)	P	R	TE(%)	P	R	TE(%)
2014												
2015	137 241 281	130 000	94,72	70 324,365	59 000	83,89	137 241 281	134 174,744	97,76	70 324,365	56 206,780	95,26
2016	137 000 000	132 000	98,75	155 000	100 625	65,50	137 000	130 352,216	98,75	155 000	65 915,460	42,52
2017												

TE : Taux d'Exécution

Tableau 64 : situation des recettes budgétaires de 2014 à 2016

Rubriques	2014	2015	2016	Moyenne sur 3ans
Recettes ordinaires				
Recettes budgétaires totales		189 000 000	232 625 000	
%recettes locales/Recettes budgétaires				

Evolution, profil financier et structure du budget

Le Département n'a pas de recettes fiscales propres. Elle reçoit ainsi la répartition annuelle du fonds de dotation des collectivités locales. Ce sont les transferts provenant de l'État. Concernant le Département de Mbacké, on remarque, que le budget approuvé au cours des trois dernières années connaît une évolution respectivement de 8% et 4% en 2016 et 2017.

Tableau 65: situation de la Coopération

DOMAINE DE COOPERATION	OBJECTIFS DE LA COOPERATION	SOURCE DE LA COOPERATION	COLLECTIVITES PARTENAIRES	DOCUMENT FORMALISANT LA COOPERATION	REALISATION A TRAVERS LA COOPERATION
Elevage, hydraulique, économie, formations jeunes	Booster l'économie du département, faciliter l'accès à l'eau	Depuis le Conseil régional Diourbel	France Aquitaine	Convention	-Projet élevage caprins -Projet appui énergie renouvelable
Facilitation de partenariat dans tous les domaines			AIRF (Francophonie)	Protocole d'accord	

3.2.3.7. Mesure de Performance du Département

L'exercice de mesure des performances du Département lui affecte une note de 33%, ce qui lui confère une performance assez Faible en matière de Bonne Gouvernance locale. Ainsi des efforts sont surtout à faire dans:

- ✓ Le Renforcement des activités d'appui aux acteurs économiques
- ✓ La Promotion le marketing territorial.
- ✓ L'Intégration de la mobilité des personnes vivant avec un handicap sa politique de construction
- ✓ L'Appui des femmes et des jeunes dans leurs AGR
- ✓ Renforcement des capacités des élus sur les procédures d'élaboration de budgets (participatif et inclusif)
- ✓ Encourager et accompagner la mise en place de cadre de concertation à l'échelle départementale
- ✓ Le Développement et diversification du réseau de partenariat par des actions de « marketing territorial »
- ✓ Renforcement des capacités l'équipe départemental en Techniques d'information, communication et plaidoyer.
- ✓ Renforcement des capacités des élus et du personnel, en Technologie de l'information et de la communication

Tableau 66 : les notes de performances du Conseil départemental

DOMAINES	CRITERES	TOTAL PARTIEL	POIDS SUR LA NOTATION DE LA PERFORMANCE	OBSERVATIONS
1. Capacité de la Commune à satisfaire Les besoins prioritaires des populations	Accès aux services sociaux de base	6/11	6%	8/20 faible performance dans ce domaine
	Promotion du développement économique local (DEL)	2/9	2%	
2. Capacité de pilotage institutionnel, technique et financier de la commune	Gestion administrative	2/19	2%	15/57 Faible performance dans ce domaine
	Gestion Technique	7/16	7%	
	Gestion fiduciaire	6/22	6%	
3. Participation citoyenne dans la gestion des affaires locales	Cadre institutionnel de la participation et accès à l'information	5/15	5%	10/23 Faible performance dans ce domaine
	Engagement des citoyens	5/8	5%	
TOTAL GENERAL		33/100	33%	Le score de 33% permet de classer le département de Mbacké parmi les groupes de collectivités locales de faible performance

Source : Rapport de mesure de performance



PARTIE 3

PLANIFICATION

PARTIE 4 : PROJECTIONS DE DEVELOPPEMENT

4.1. ENJEUX DE DEVELOPPEMENT

Le bilan diagnostic du Département a permis de passer à la loupe l'essentiel des potentialités et contraintes. Leur articulation révèle un certain nombre de problématiques de développement.

En effet, l'offre des services sociaux de base reste encore en-deçà des besoins de la population. Le Département, notamment Touba Mosquée, compte 03 hôpitaux et centres de santé. Les zones éloignées de Touba rencontrent beaucoup de difficultés à évacuer leurs malades.

La couverture en eau est acceptable dans le Département mais certaines zones rurales et certains quartiers périphériques de Touba Moquée ainsi que de Mbacké ne sont pas encore branchés.

Cependant, les secteurs productifs et d'appui à la production souffrent d'énormes problèmes liés d'une part à la pratique rudimentaire des acteurs et d'autre part à leur manque d'encadrement. C'est ainsi que l'agriculture, l'élevage et le Commerce présentent certes d'énormes potentialités (Touba, Mbacké) mais leur essor peine à se concrétiser. Il s'y ajoute les conséquences du changement climatique, la crise arachidière et le manque d'organisation des acteurs. A ceux-là, viennent s'ajouter des contraintes d'ordre structurel et institutionnel. Il s'agira de surmonter ces problèmes en menant une politique d'intensification des secteurs productifs et de protection des ressources naturelles et de l'environnement.

Le département de Mbacké se caractérise, aussi, par sa position carrefour de zone centre du Pays. Le commerce et les services occupent, donc, une place importante dans le secteur économique. Il faudra rendre accessibles les zones de production en mettant en place un important programme d'ouverture et de désenclavement interne du département pour assurer un environnement des affaires plus attractif mais aussi faciliter l'écoulement des produits locaux. Il est, en outre, souhaité que le département bénéficie d'infrastructures urbaines modernes.

Enfin, un important volet de renforcement des capacités des acteurs locaux et institutionnels est nécessaire pour permettre aux acteurs de jouer un rôle de locomotive dans la gouvernance du pôle territoire Diourbel-Louga qui touchera aussi bien le renforcement des compétences que l'accompagnement organisationnel et institutionnel.

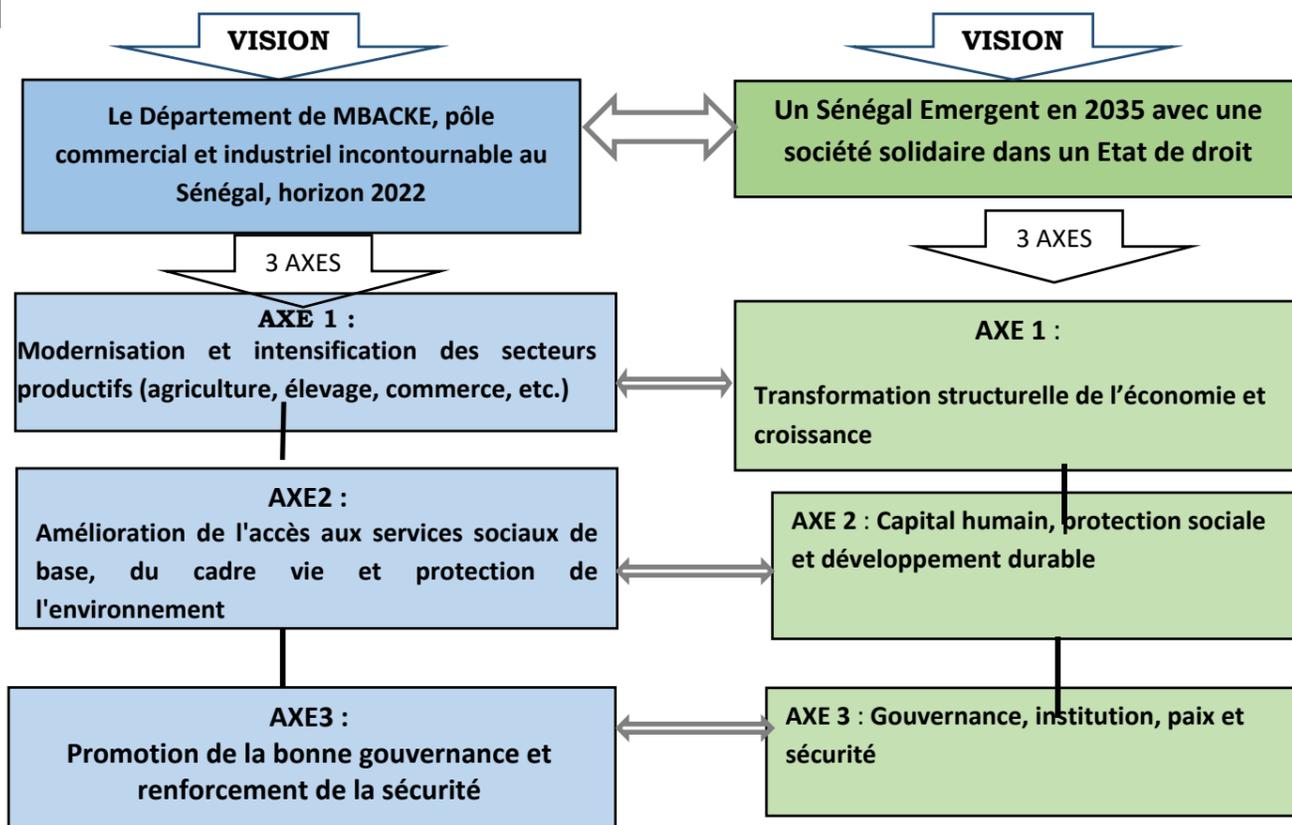
4.1.1. Vision

La vision stratégique du développement socioéconomique durable du Département de Mbacké est définie par le Président du Conseil départemental, en présence de tous les acteurs institutionnels et départementaux, dans l'optique d'ériger « **Mbacké en un pôle commercial et industriel incontournable au Sénégal** », à l'horizon 2023.

Cet objectif ambitieux vise à booster le développement social, économique, et culturel harmonieusement réparti dans l'ensemble du territoire du Département, à travers la planification des activités que les populations ont identifiées.

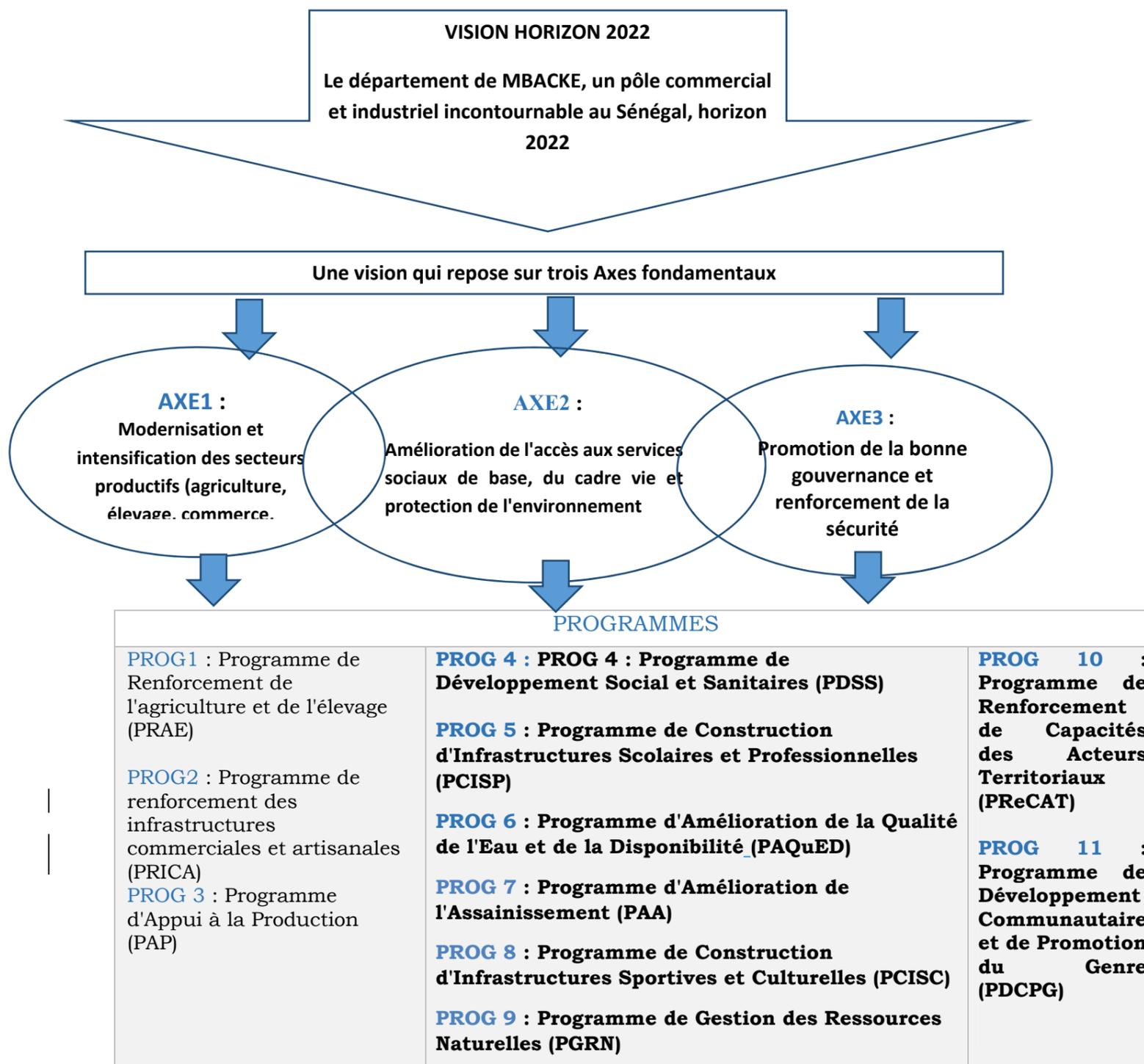
Cette noble ambition définie, il reste maintenant à la traduire par des actes concrets suivant une approche participative de toute la population et de l'ensemble de toutes les parties prenantes du Département. Pour ce faire, l'option stratégique retenue pour la période 2018-2022 tourne autour de trois axes stratégiques avec des objectifs clairs et réalistes.

4.1.2. Vision et axes stratégiques articulés au PSE



4.1.3. Les Programmes de Développement du Département

La mise en œuvre du PDD repose sur onze programmes déclinés suivant les trois axes stratégiques, et qui englobent l'ensemble des secteurs de développement économique et social ainsi que la gouvernance.



4.1.4. BUDGET ET NOMBRE DE PROJET PAR PROGRAMME

PROGRAMME	COÛT	NB DE PROJETS	% COÛT
PRAE	5 757 000 000	26	47,13
PRICA	115 000 000	5	0,94
PAP	1 531 000 000	6	12,53
PDSS	752 000 000	10	6,15
PCISP	1 386 000 000	23	11,34
PAQUED	50 000 000	4	0,40
PAA	328 400 000	4	2,68
PCISC	337 000 000	16	2,75
PGRN	35 000 000	10	0,28
PRECAT	51 500 000	10	0,42
PDCPG	1 870 000 000	10	15,31
Total général	12 212 900 000	124	100%

NB : les projets relevant exclusivement de la compétence de l'Etat et nécessitant des fonds élevés n'ont pas fait l'objet d'une estimation de coûts (cf plan détaillé d'investissement annexe).

4.2. Stratégie de mise en œuvre

L'approche de mise en œuvre des onze programmes du PDD repose d'abord sur la mise en place d'une organisation regroupant tous les acteurs du Département. A cet effet, la Commission Elargie de Planification (CEP) installée par arrêté du Président dans le cadre des travaux d'élaboration du PDD sera transformée en un Comité de Pilotage (CP) du PDD. Ce dernier aura pour mission de :

- désigner un responsable de pilotage pour chaque programme ;
- définir les stratégies de communication et de promotion du plan ;
- suivre l'exécution des projets ;
- planifier les activités des projets ;

Les représentants des services techniques affectés dans le Département de Mbacké intégreront le comité. Le Président assurera le rôle de coordonnateur du CP.

Pour ce qui est du financement des projets, le Département organisera un forum des partenaires pour faire la promotion du plan et trouver des engagements de financements. Les projets n'ayant pas bénéficié de financements dans le cadre du forum seront soumis aux appels à projets. Le Département à travers ses commissions techniques sera à l'affût de toutes opportunités de partenariat pour la mise en œuvre du plan.

4.3. Stratégie de suivi évaluation

La stratégie de suivi évaluation du plan s'appuiera sur le travail du CP. Cette commission dans le cadre de sa mission aura en charge la collecte et l'exploitation de données issues de l'exécution du plan. Des rapports d'activités seront produits par chaque responsable de programme de façon périodique et soumis à la validation du COPIL.

Le processus de suivi est résumé dans le tableau suivant

Activités	Outils	Echéance	Livrables
Suivi des projets en cours	Matrice des projets en cours	Trimestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution des projets en cours
Suivi de la matrice de la situation de référence	Situation de référence par secteur	Semestriel	Rapport précisant le niveau d'évolution de la réduction des gaps
Evaluation du plan d'investissement	Matrice du PIL	Annuelle	Rapport d'évaluation précisant le niveau d'atteinte des résultats

Tableau 67 : PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL

PROJETS	PRODUITS ATTENDUS	SECTEURS	LOCALISATION	Coût total	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	SOURCE DE FINANCEMENT
				(en milliers FCFA)						
Axe 1 : DEVELOPPEMENT STRUCTUREL PAR LA PROMOTION DES SECTEURS PORTEURS DE CROISSANCE (AGRICULTURE, ELEVAGE)										
Prog 1 : Programme de Renforcement de l'agriculture et de l'élevage (PRAE)										
Renouvellement du capital semencier	Semences de qualités en quantité suffisantes pour toutes les spéculations	Agriculture	Département	250 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	Etat/MAER, CL, PTF
Mise à disposition des engrais en augmentant le quota du Département	Les engrais parviennent à temps pour une grande efficacité dans le traitement	Agriculture	Département	150 000	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000	Etat/MAER, CL, PTF
Mise à disposition de produits phytosanitaires	Les produits phytosanitaires sont mis à disposition	agriculture	Département	100 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Etat/MAER, CL, PTF
Acquisition de matériels agricoles	Mise à Disposition en quantités suffisantes	Agriculture	Département	200 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	Etat/MAER, CL, PTF

	Diminution du prix des matériels agricoles : semoirs, houes, tracteurs, etc.									
Désagrégement des données statistiques à l'échelle communale	Les données statistiques à l'échelle communale sur l'agriculture sont disponibles	Agriculture	Département	-	-	-	-	-	-	Etat, CL
Aménagement de 16 puits modernes	16 puits modernes sont aménagés		chaque Commune	320 000	64 000	64 000	64 000	64 000	64 000	Etat, MAER, CL, PTF
Promotion de la maîtrise de l'eau	Puits maraichers, bassins de rétention, forages, transfert d'eau, etc	Agriculture	Département	-	-	-	-	-	-	
Aménagement de 03 périmètres maraichers	Des zones propices au maraichage sont identifiées et dotées d'un périmètre	Agriculture	Département	150 000	-	-	30 000	30 000	30 000	
Mise en place de 12 unités de transformation des produits agro-alimentaires	Des UTPAA sont implantées	Agriculture	Département	100 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Etat/MAER, CL, PTF

Renforcement des capacités des commissions de distribution des intrants	La capacité des commissions de distribution est renforcée	Agriculture	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat
Etablissement de statistiques sur maraîchage	Des statistiques sur le maraîchage existent	Agriculture	Département	-	-	-	-	-	-	Service Agriculture
Promotion du compostage	La promotion du compostage est assurée	Agriculture	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL
Construction de 03 banques de semences	Des banques de semences sont construites	Agriculture	Département	30 000			10 000	10 000	10 000	Etat/MAER, CL, PTF
Construction de 5 magasins de stockage	Cinq magasins de stockage sont construits	Agriculture	Département	175 000	35 000	35 000	35 000	35 000	35 000	Etat/MAER, CL, PTF
Mise en place d'un DAC	Un DAC d'environ 500ha est mis en place dans l'une des Communes du Département	Agriculture	Arrondissement Taïf	1 000 000	-	-	-	-	1 000 000	Etat/PRODAC
Aménagement de parcours de bétail	Des parcours de bétail sont aménagés	Elevage	Chaque Commune	-	-	-	-	-	-	CL
Aménagement de zones de pâturage	Des zones de pâturage dédiées sont identifiées	Elevage	chaque Commune	-	-	-	-	-	-	CL

Réhabilitation de 20 parcs de vaccination	Les parcs de vaccination sont réhabilités	Elevage	Préciser les Communes concernées	18 000	-	-	6 000	6 000	6 000	Etat/MEPA, CL, PTF
Aménagement de 14 nouveaux parcs de vaccination	De nouveaux parcs sont construits	Elevage	Département	28 000	6 000	6 000	6 000	6 000	2 000	Etat/MEPA, CL, PTF
Construction de 14 infrastructures d'abreuvement du bétail	Des abreuvoirs sont construits	Elevage	Département	14 000		3 500	3 500	3 500	3 500	Etat/MEPA, CL, PTF
Mise en place de 03 complexes de fabrique d'aliments de bétail et volaille	Des unités de fabrique d'aliment de bétail et la volaille sont mises en place	Elevage	Chaque arrondissement	150 000			50 000	50 000	50 000	Etat/MEPA, CL, PTF
Création de 06 fermes laitières et d'embouche	Des fermes laitières sont créées	Elevage	Ndame (03), Kael (02), Taif (01)		20 000	20 000	20 000	20 000	40 000	Etat/MEPA, CL, PTF
intensification de la production des races améliorées	Achat de géniteurs ladoums, Insémination bovine, ovine, caprine, volaille	Elevage	Département	50 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	Etat/MEPA, CL, PTF
Organisation d'un forum départemental sur la problématique du vol de bétail	Un forum départemental sur la problématique du vol de bétail est organisé	Elevage	Département	2 000	-	-	-	-	-	CL, Service Elevage

Plaidoyer pour l'application pleine de la loi sur le vol de bétail	Un plaidoyer pour l'application pleine de la loi est mené	Elevage	Département	-	-	-	-	-	-	Etat, CL
Appui à l'organisation de la foire départementale sur le bétail pour encourager l'amélioration des races	Une foire départementale sur le bétail pour encourager l'amélioration des races est organisée	Elevage	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	CL, Service Elevage
TOTAL PROG 1				2 757 000	299 000	302 500	398 500	398 500	1 414 500	
PROG2 : Programme de renforcement des infrastructures commerciales et artisanales (PRICA)										
Mise en place d'un fonds d'appui pour l'entrepreneuriat	Un fonds de garantie pour l'appui à l'entrepreneuriat est mis en place pour appuyer certains entrepreneurs (Jeunes, femmes, commerçants, Personnes vivant avec un handicap)	Commerce	Département	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	CL, PTF

Organisation d'une foire commerciale annuelle	Une foire commerciale est organisée chaque année pour booster davantage le commerce	Commerce	Commune Mbacké	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	CL, Chambre de commerce
Amélioration du cadre de vie de 10 marchés hebdomadaires	Le cadre de vie de 10 marchés hebdomadaires est amélioré avec la construction de 10 blocs d'hygiène	Commerce	Département	20 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	Etat, CL, PTF
Aménagement d'infrastructures artisanales	Un village artisanal est construit dans le Département	Artisanat	Commune Mbacké	40 000		20 000		20 000		Etat, APDA, CL, PTF
Accompagnement à la formalisation des artisans	Redynamisation du cadre fédératif	artisanat	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, APDA, CL, PTF
TOTAL PROG 2				115 000	15 000	35 000	15 000	35 000	15 000	
PROG 3 : Programme d'Appui à la Production (PAP)										
Modernisation du parc automobile pour le transport	Acquisition de 50 minibus	Transport	Département	1 250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	Etat, CL, PTF

Formation et sensibilisation des conducteurs	Les conducteurs sont formés et sensibilisés sur le code de la route et le port de casque pour les motocyclistes (revoir la formulation)	Transport	Département	6 000	2 000	-	2 000	-	2 000	Etat, CL, PTF
Développement d'un système de transport pour les élèves entre Touba et Mbacké (régie des transports)	Acquisition de 10 minibus pour le transport de des élèves	Transport	Touba-Mbacké	250 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	Etat, CL, PTF
Encouragement de la présence des multiservices à l'intérieur du département	Des multiservices sont installés dans les Communes enclavées	TIC et Services	Département	-	-	-	-	-	-	Partenaires privés
Promotion des énergies renouvelables	Il s'agit de faire la promotion des énergies solaires, du bio gaz et l'utilisation de foyers améliorés	Energie	Département	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	Etat, CL,PNB, PROGEDE 2, GDT,ASER, PTF
Encouragement à la mise en place d'unités industrielles dans le Département	Des unités de fabrique sont implantées au sein département	Industrie	Département	-	-	-	-	-	-	Etat, CL, PTF

TOTAL PROG 3				1 531 000	327 000	325 000	327 000	325 000	327 000	
AXE 2										
Amélioration de l'accès aux services sociaux de base, du cadre vie et protection de l'environnement										
PROG 4 : Programme de développement social et sanitaires (PDSS)										
Appui aux 05 Centres de santé secondaires de Touba en personnel et renforcer l'appui en matériel	Les 05 Centres de santé secondaires de Touba sont renforcés en personnel en matériel et extension des infrastructures	Santé	Touba (Darou Tanzil, Keur Niang, Darou Marnane, Touba 28), Taif	100 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	Etat, CL, PTF
Amélioration des équipements du Service Dentaire (fauteuils dentaires etc.)	Le service dentaire des hôpitaux sont bien équipés	Santé	Touba	45 000	5 000	10 000	10 000	10 000	10 000	Etat, CL, PTF

Appui à la construction et équipement de 4 blocs opératoires dans les Centres de Santé (pour désengorger les hôpitaux de Ndamatou et Fawzainy)	4 blocs opératoires sont construits dans les centres de santé	Santé	Touba	250 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	Etat, CL, PTF
Recrutement de 10 sages-femmes	10 sages-femmes sont recrutés	Santé	Département	-						Etat, CL, PTF
Acquisition de 15 ambulances	15 ambulances sont acquises pour les postes enclavés	Santé	Département	225 000	30 000	30 000	60 000	60 000	45 000	Etat, CL, PTF
Accompagnement de la Brigade d'Hygiène dans l'acquisition d'un siège et de moyens logistiques	La Brigade d'Hygiène dispose d'un siège et de moyens logistiques	Hygiène	Mbacké	64 000	60 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Appui au projet d'établissement de l'EPS 1 de l'hôpital Ndamatou	Le projet EPS 1 de l'hôpital Ndamatou est renforcé	Hygiène, santé	Touba	-	-	-	-	-	-	Etat, CL, PTF

Construction d'un siège pour le Service départemental de l'Action sociale	Un siège du Service départemental l'Action sociale est construit	Action sociale	Mbacké	60 000		60 000					Etat, CL, PTF
Appui institutionnel au fonctionnement de l'Union départementale des Mutuelles	L'Union départementale des Mutuelles bénéficie d'appui	Action sociale	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Subventions pour l'enrôlement des indulgents et l'amélioration du taux de pénétration	600 bénéficiaires sont enrôlés tous les ans dans les mutuelles	Action sociale	Département	3 000	1 000				2 000		CL, PTF
Appui à la mise en place de 02 CPRS			Taif, Kael						60 000	60 000	
TOTAL PROG 4				752 000	167 000	172 000	142 000	204 000		187 000	
PROG 5 : Programme de Construction d'Infrastructures Scolaires et Professionnelles (PCISP)											
Recrutement de personnel enseignant	Mener un plaidoyer auprès des autorités habilitées (besoins en RH)	Moyen et Secondaire, centres de formation	Département	-	-	-	-	-	-	-	Etat

Constructions de 5 collèges	De nouveaux collèges sont construits dans les localités éloignées	Education	Ndame (02), Mbacké (01), Kael (01), Taif (01)	300 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	Etat, CL, PTF
Construction de 5 nouveaux lycées	De nouveaux lycées sont construits	Education	Kael (01), Ndame (02), Mbacké (01), Sadio (01)	300 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	Etat, CL, PTF
Construction de 50 salles de classes	De nouvelles salles de classes sont construites	Moyen et Secondaire, centres de formation	Communes	240 000	48 000	48 000	48 000	48 000	48 000	Etat, CL, PTF
Résorption des 15 murs de clôture pour les écoles non cloturées		Education	Département							Etat/MEN,CL
Résorption des 207 abris provisoires		Education	Département							Etat/MEN,CL
Appui à l'entretien des écoles		Education	Département							Etat/MEN,CL
Extension du réseau AEP dans les collèges et lycées	Toutes les écoles sont branchées au réseau AEP	Education	PM (Communes cibles)							Etat, CL, PTF
Construction de 10 blocs d'hygiène	Toutes les écoles sont dotées de blocs-d'hygiène	Moyen et Secondaire	PM (Communes cibles)	25 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	Etat, CL, PTF

Réparation de 1500 tables bancs	Les tables-bancs défectueuses sont réparées	Moyen et Secondaire, Centres de formation	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Acquisition de 2000 nouvelles table-bancs	De nouvelles tables-bancs sont acquises	Moyen et Secondaire	Département	70 000	14 000	14 000	14 000	14 000	14 000	Etat, CL, PTF
Recrutement de formateurs (PROFIL et nombre) pour le CEDAF	Des formateurs pour le CEDAF sont recrutés	Formation professionnelle	Mbacké							Etat, CL
Organisation d'une journée d'excellence départementale	Une journée d'excellence départementale est organisée chaque année	Education et Formation	Mbacké	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	CL, IEF
Transformation du CPAR de Kael en centre de formation professionnelle	Le CDPA de Kael en transformé en centre de formation professionnelle	Formation professionnelle	Kael							Etat
Appui au projet d'insertion des jeunes (PFIJ)		Formation professionnelle								CL, ANPEJ
Plaidoyer pour la création de structures d'enseignement supérieur dans le Département	Des structures universitaires sont installées dans le Département	Enseignement universitaire	Département							Etat

Création d'une Institut Supérieur d'Etudes Professionnelles (ISEP)	Une ISEP est mise en place dans le département	Enseignement supérieur	Département								Etat
Sensibilisation pour l'inscription à l'état civil	Des campagnes de sensibilisation sont déroulées	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département								Etat, CL, PTF
Sensibilisation pour le maintien des enfants à l'école	Des campagnes de sensibilisation sont déroulées	Elémentaire, Moyen et Secondaire	Département								Etat, CL, PTF
Renforcement de la mise en place des daaras modernes	05 daaras modernes sont construites	Enseignement religieux	Département	400 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000	Etat, CL, PTF
Introduction des métiers dans le cursus des daaras (Unité mobile de formation)	Mise en place d'unités de métiers dans les daaras	Enseignement religieux	Département								Etat, CL
Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'alphabétisation	Un programme d'alphabétisation est mis en œuvre dans le Département	Alphabétisation	Département	6 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Construction d'une Maison du citoyen	Une Maison du citoyen est construite pour promouvoir la citoyenneté chez les jeunes	Education	TOUBA	30 000		30 000					Etat, CL, PTF

TOTAL PROG 5				1 386 000	271 000	300 000	270 000	270 000	270 000	
PROG 6 : Programme d'amélioration de la qualité de l'eau et de la Disponibilité (PAQuED)										
Extension du réseau d'AEP	Tous les quartiers et villages du Département sont branchés au réseau AEP sur un linéaire de N km	Hydraulique	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	Etat, CL, PTF
Réhabilitation du réseau hydraulique défectueux et renforcement le réseau de distribution insuffisant	Le réseau hydraulique défectueux et réhabilité et le réseau insuffisant est renforcé	Hydraulique	Département	-						Etat, CL, PTF
Réhabilitation de forages non fonctionnels	Les forages non fonctionnels sont réhabilités	Hydraulique	Département (PM)	40 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	Etat, CL, PTF
Accompagnement à la mise en œuvre des projets de transfert d'eau	Identification de sites d'eau douce	Hydraulique	Département	-						Etat, CL, PTF
TOTAL PROG 06				50 000	11 000	11 000	11 000	11 000	11 000	
PROG 7 : Programme d'amélioration de l'assainissement (PAA)										

Mise en place de 16 points de regroupement normalisés (PRN)	Aménagement d'espaces servant de réceptacle des déchets solides	Assainissement	Dans chaque commune	278 400	52 200	52 200	52 200	52 200	69 600	CL, PTF
Curage périodique et extension du réseau d'évacuation des eaux pluviales	L'entretien du réseau d'évacuation des eaux pluviales	Assainissement	Département	-						Etat, CL, PTF
Sensibilisation de la population sur l'importance de l'assainissement	Des campagnes de sensibilisation sont réalisées	Assainissement	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, MGTDAT CL
Mise en œuvre d'un projet d'implantation de latrines familiales dans les zones rurales, lieux publics et daaras	Des latrines sont construites	Assainissement	Département	45 000	9 000	9 000	9 000	9 000	9 000	Etat, CL, PTF
TOTAL PROG 7				328 400	62 200	62 200	62 200	62 200	79 600	
PROG 8 : Programme de construction d'infrastructures sportives et culturelles (PCISC)										
Construction d'un stade départemental multifonctionnel	Un stade départemental multifonctionnel	Sport	Commune Mbacké							Etat, Msports
Construction de 18 plateaux multifonctionnels	18 plateaux multifonctionnels sont réalisés	Sport	chaque Commune	180 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	Etat, CL,

Construction d'une salle de sports multifonctionnel au sein du CDEPS	Une salle de sport multifonctionnel au sein du CDEPS est construite pour le développement du sport	Sport	Département	50 000					25 000	25 000	Etat, CL
Aménagement des terrains vagues	Des terrains vagues destinés à l'entraînement des équipes des villages et quartiers sont aménagés	Sport	Département	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	Etat, CL
Organisation d'un forum départemental sur la pratique du sport	Un forum départemental est organisée	Sport	Département	2 000	2 000						CL
Octroi de subventions aux associations sportives	Des subventions sont octroyés au ASC	Sport	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL
Réhabilitation de l'hippodrome	L'hippodrome est réhabilitée	Sport	Mbacké	25 000					15 000	10 000	CL
Construction d'un foyer socio-éducatif dans chaque Commune	Un foyer socio-éducatif est implanté dans chaque Commune	Jeunesse	Chaque Commune								Etat,CL

Valorisation du patrimoine culturel	Le patrimoine culturel du Département est valorisé	Culture	Département	-							CL, Acteurs culturels
Mise en œuvre d'un programme de valorisation des sites historiques	Identification, recensement et promotion	Culture	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	CL, Acteurs culturels
Mise en place d'un cadre de production pour les acteurs culturels	Un cadre de production pour les acteurs de chants religieux est mis en place	Culture	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL, Acteurs culturels
Exploitation de l'aspect culturel du grand Magal de Touba	L'aspect culturel du Magal est bien exploité	Culture	Touba	-							CL, Acteurs culturels
Organisation d'une journée culturelle départementale annuelle	Une journée culturelle départementale est organisée chaque année	Culture	Département	25 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	CL, Acteurs culturels
mise en place d'un Comité d'accueil et d'orientation pour les sites touristiques	Un circuit d'accueil et d'orientation pour les sites touristiques est organisé	Culture	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL, Acteurs culturels

Appui à l'organisation des kermesses		Culture		5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL
Implantation de campements touristiques	Des campements sont implantés dans chaque Commune	Tourisme	Chaque Commune							Promoteurs, privés
TOTAL PROG 8				337 000	54 000	52 000	52 000	92 000	87 000	
PROG 9 : Programme de gestion des ressources naturelles (PGRN)										
Réhabilitation du bâtiment du service forestier	Le bâtiment du service forestier est réhabilité	Foresterie	Mbacké	5 000					5 000	Etat, PTF
Plaidoyer pour un démarrage effectif du PAGF-E	Le démarrage du PAGF-E est effectif	Foresterie	Département	-						Etat, CL
Réinvestissement d'une partie des ristournes sur la GRNE	Une partie des ristournes est réinvestie sur la GRNE	Foresterie	Département	-						Etat
Appui à l'Organisation d'une journée départementale du reboisement	Une journée départementale du reboisement est organisée chaque année	Foresterie	Département	15 000	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	CL, Eaux et forêts
Sensibilisation sur l'importance de la RNA	Les populations sont sensibilisées sur l'importance de la RNA	foresterie	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL, Eaux et forêts

Développement de la culture fourragère	Les éleveurs sont accompagnés dans la culture fourragère	foresterie	Département	-							Etat, CL, Producteurs
Promotion de mesures de lutte contre les feux de brousse	Des mesures contre les feux de brousse sont prises	Foresterie	Département	-							CL, Eaux et forêts
Vulgarisation sur l'utilisation des foyers améliorés	Campagne de sensibilisation	foresterie	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Sensibilisation pour l'aménagement des pare-feu existants et création d'autres pare-feu	Des pare-feu sont créés ou réhabilités dans le Département	Foresterie	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL, Eaux et forêts
Sensibilisation pour Application de la loi sur l'interdiction des déchets plastiques	Plaidoyer	environnement	Département	-							Etat
TOTAL PROG 9				35 000	6 000	11 000					
AXE 3 :											
PROG 10 : Programme de renforcement de capacités des acteurs (PReCAT)											
Plaidoyer pour doter les Conseils départementaux de fiscalités propres	Les Conseils départementaux sont dotés de fiscalités propres	Gouvernance	Département	-							Etat, CL

Renforcement des équipements du Conseil départemental	Les équipements du CD sont renforcés	Gouvernance	Mbacké	15 000	5 000	5 000	5 000			Etat, CL
Construction d'un siège du Conseil départemental	Un siège du Conseil départemental est construit	Gouvernance	Mbacké	PM						Etat
Renforcement des capacités du personnel administratif et technique	Formation, mise à niveau	Gouvernance	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Renforcement des capacités des conseillers départementaux	Formation, mise à niveau	Gouvernance	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	Etat, CL, PTF
Mise en place de cadres de concertation	Un Cadre de concertation départementale est mis en place	Gouvernance	Département	6 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL
Organisation d'un forum avec les partenaires	Un forum avec les partenaires est organisé après l'adoption du PDD	Gouvernance	Département	2 000	2 000					CL, ARD
Renforcement des capacités des acteurs territoriaux	Formation, mise à niveau	Gouvernance	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	CL, ARD
Elaboration d'un plan de communication du Conseil départemental	un plan de communication est élaboré	Gouvernance	Département	2 500	500	500	500	500	500	CL

Création d'un site web départemental	Un site web fonctionnel est crée	Communication		6 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL
TOTAL PROG 10				51 500	15 500	11 500	11 500	6 500	6 500	
Prog 11 :										
Programme de Développement Communautaire et de Promotion du Genre (PDCPG)										
Construction et équipement d'une maison des femmes à l'arrondissement de Kael	Une maison des femmes est construite et équipée dans chaque arrondissement	Développement Communautaire	Kael	50 000					50 000	Etat, CL, PTF
Réhabilitation des maisons des femmes de Ndam Taif et Mbacké	Les maisons des femmes de Ndam, Taif et Mbacké	Développement Communautaire	Ndam Taif Mbacké	30 000	10 000	10 000	10 000			
Dotation en équipement post-récoltes	Acquisition de 349 équipements post-récoltes	Développement Communautaire	Département	1 745 000	349 000	349 000	349 000	349 000	349 000	Etat, CL, PUDC, PTF
Sensibilisation à la facilitation de l'accès à la terre aux femmes	L'accès à la terre pour les femmes est facile	Genre	Département	-						Etat, CL
		Genre	Département							Etat, CL

Aménagement et équipement d'un local dans le CEDAF d'un local pour l'accueil et l'écoute des victimes de violence basés sur le genre				5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	
Renforcement des capacités des femmes	Les femmes sont formées pour des projets économiques, sur la GAF	Genre	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	Etat, CL
Sensibilisation des migrants à collaborer avec les Autorités locales	Les migrants collaborent avec les autorités locales	Migration	Département	5 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	CL, ARD
Mise en place d'un Bureau départemental d'accueil et d'orientation des migrants	Un Bureau départemental d'accueil et d'orientation des migrants est mis en place	Migration	Mbacké	5 000			5 000			CL, Migrants
Accompagnement des migrants	Les migrants sont accompagnés avec des orientations et financements	Migration	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	Etat, CL, PTF

Organisation de la JIM départementale pour a sensibilisation des potentiels migrants	Projection de film, tournée de sensibilisation	Migration	Département	10 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	Etat, CL, PTF
TOTAL PROG 11				1 870 000	367 000	367 000	372 000	357 000	407 000	
TOTAL GENERAL										